

n° 621 — Semaine du 1 au 7 juin 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste



● **GAUCHE :**
lorsque
le temps
presse

● **IMMIGRES :**
les oubliés
de la
campagne

**LA VIE
DE CHATEAU**

● **IRLANDE :**
une guerre
de
tranchées

7 jours dans TS



■ Si j'ai bonne mémoire, M. Pompidou s'était engagé, pendant sa campagne pour l'élection présidentielle de 1969, à supprimer les polices parallèles, cette plaie du régime gaulliste. Une fois élu, M. Pompidou n'avait rien supprimé du tout. Non qu'il ait oublié ses promesses, mais tout simplement parce que, après enquête, il s'était rendu compte que les polices parallèles n'existaient pas. Les SAC, les CDR et autres CFT, tout ça, c'était du roman inventé par l'ennemi intérieur, foi de président.

■ Aussi, ai-je été particulièrement content de lire à la une du Monde de ce mercredi qu'une des premières mesures du nouveau gouvernement serait de supprimer les écoutes téléphoniques « si elles existent ». M. Chirac, premier ministre, va donc faire une enquête pour savoir si M. Chirac, porte-parole du gouvernement, ne mentait pas quand il disait il y a quelques mois aux députés que toutes ces histoires d'écoutes n'étaient que du vent. Ces gens-là nous prennent vraiment pour des imbéciles.

■ Voilà en tout cas qui illustre bien la nature du nouveau pouvoir : dans la droite ligne du précédent, même si les caciques de l'UDR ont valsé. « Changement sans risque » ou « continuité dans l'ouverture », qu'importe la formule (p. 2-3-7). Nous n'avons jamais fait que de changer d'Auvergnat.

■ Nous voici attelés de nouveau à notre TS hebdomadaire. Le journal-tract de huit pages à fort tirage n'a pas été partout bien reçu par le Parti. Il est vrai que la formule était bâtarde : pas vraiment un tract, mais pas non plus un véritable hebdomadaire. Là pourtant où nos camarades ont joué le jeu d'une distribution efficace, ce TS spécial élection a joué son rôle. Mais peu importe le passé : nous redevenons un hebdo complet dès cette semaine, en essayant tout à la fois de coller à l'actualité française et internationale, politique, sociale, culturelle. Un rappel qui s'adresse à tous : nous attendons votre collaboration effective, vos articles, vos informations. Nous comptons aussi sur une reprise forte de la campagne d'abonnements. Le coût du journal a considérablement augmenté (le seul papier a pratiquement doublé en un an) : il faut faire face !

■ Au menu, cette semaine : un long papier qui analyse en détail les résultats électoraux (p.4-5-6). Le travail de bénédictin de décryptage, effectué par Alain Richard, permet d'envisager l'avenir avec un certain optimisme. C'est en effet dans une clarté et une homogénéité croissante que s'est effectué le regroupement électoral derrière François Mitterrand. C'est devant une situation nouvelle et riche de promesses que se trouvent placées, au lendemain du 19 mai, les forces de gauche. Des responsabilités, nouvelles aussi, en découlent, pour le PSU (voir la résolution générale de la DPN (p. 10-11), mais pas pour le seul PSU : il semble que cela ait été compris chez nos partenaires. Tant mieux, car — face à une droite qui se rénove et se regroupe — le temps presse (p. 8-9).

■ Il reste que cette situation nouvelle provoque, comme il est normal et sain, à l'intérieur de la gauche en général — et du PSU en particulier — un débat qui va aller en s'accroissant. La vocation de TS, journal tourné vers l'extérieur, n'est pas de servir de terrain à ce débat interne : il existe pour cela d'autres publications au seul usage des militants du PSU. La dernière chronique de Michel Rocard a pourtant provoqué une réaction du bureau fédéral de la Région parisienne qu'il nous a paru juste de publier dans ce numéro, avec la réponse de Rocard, qui nous paraît devoir clore la polémique (p.22)

■ Le bilan des luttes sociales, qui redémarrent un peu partout (p. 15). Un dossier sur les travailleurs immigrés, ces oubliés de la campagne électorale (p. 12-13), le point de la situation internationale — de l'Irlande à la bombe indienne en passant par le Proche-Orient et l'Allemagne du nouveau chancelier Schmidt (p. 16 à 19). Quelques bonnes feuilles enfin d'un livre qui sort aux éditions Syros — « L'enfer des pompiers » (p.20). Voilà en gros la substance d'un numéro qui retiendra, nous l'espérons, votre attention, vos remarques, vos critiques, vos lettres. Et des demandes d'abonnements par paquets !

B.L. ■

Le

Il a suffi d'une semaine pour qu'on sache ce que sera au moins la première partie de la présidence Giscard. Il avait promis des changements surprenants et il a tenu parole : plus de nœud papillon, une régata ; plus de jaquette, un complet veston ; et pour faire bonne mesure, la DS noire de l'Elysée remplacée par la DS noire du ministère des Finances. Voilà pour les bouleversements. Ceux qui se demandaient ce que pouvait bien vouloir dire « le changement sans risque » savent maintenant que c'est parfaitement possible : il suffit de remplacer sur les Champs-Élysées, la garde républicaine par le 2e Dragon. Pendant huit jours, la presse ne parle que de cela : on peut en profiter pour faire sérieusement les choses sérieuses.

la continuité

Les choses sérieuses, c'est Chirac Premier ministre, c'est-à-dire la continuité, le maintien des orientations fondamentales qui étaient celles de Pompidou et que Chirac va poursuivre.

C'est toujours ainsi que Giscard a pratiqué : d'un côté, de remarquables talents d'amuseur, à l'imagination inépuisable, toujours à l'affût d'une idée, d'un gadget, d'une petite trouvaille qui va, avec l'aide d'une presse aux ordres, détourner l'attention pendant tout un temps. Et derrière ce rideau de fumée,

EN VENTE A SYROS

● GRANDEUR ET SERVITUDE du PSU, par Edouard Depreux 20 F sur place, 22 F franco

● L'ETAT-PATRON, par Philippe Brachet : 20 F.

● LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE, par Yvan Craipeau : 18 F.

Toutes commandes : Editions Syros, 9 rue Borromée - 75015 Paris - CCP : Paris 19.706.27.

changement sans risque

une rigueur implacable, une froide détermination au service du capitalisme le plus puissant, le plus moderne, à qui il permet de transformer profondément les structures économiques, sociales, industrielles, financières, du pays.

Pendant que les journaux s'extasiaient sur son beau chandail, son accordéon ou sa tenue de footballeur, il prenait méthodiquement et silencieusement des décisions capitales : c'est avec son accord que des secteurs essentiels de l'économie (nucléaire, télécommunications, électromécanique) sont passés sous le contrôle de grandes sociétés américaines ; c'est subrepticement qu'il a accepté à Nairobi, un système monétaire « atlantiste » ; c'est au son de son accordéon qu'il a laissé se développer une inflation qui favorise les plus puissants.

Chaque fois qu'il change de vêtements, chaque fois qu'il sort de son chapeau un accessoire nouveau, c'est qu'il prépare un mauvais coup : tant que ça marchera, il n'y a pas de raisons pour qu'il change de méthode, ce qui veut dire qu'on n'a pas encore vu toute sa garde-robe.

être réélu

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour connaître l'attitude de l'UDR. Sous prétexte que Giscard a trahi de Gaulle, que

les Républicains Indépendants ont fait échouer leurs vagues projets de participation, ou que Chirac a été le principal responsable de l'échec de Chaban-Delmas, l'UDR aurait du être tout de suite un obstacle pour le nouveau président et son Premier ministre. C'était oublier que le seul principe auquel un UDR ne faillira jamais, c'est la nécessité d'être réélu. Or (les sondages l'ont montré) l'immense majorité des électeurs de Chaban se sont immédiatement portés vers Giscard : on ne résiste pas à de tels arguments.

Et puis au nom de quoi s'opposeraient-ils à l'attelage Giscard-Chirac ? C'est vrai que d'une façon générale, ils représentent des couches sociales moins liées au patronat le plus puissant, et qui peuvent même être les victimes de l'actuel mouvement de concentration dont Pompidou-Giscard, et maintenant Giscard-Chirac sont les principaux artisans. Mais ils ont fait les mêmes choix fondamentaux d'une société fondée sur le profit et l'inégalité sociale ; et ils en resteront solidaires jusqu'au bout.

Dans ces conditions, il y a peu de risques à parier que la politique qui va être faite ne sera que la poursuite, voire l'aggravation, de celle qu'on a connue depuis 1969 et qui commence à se traduire par des menaces de licenciements comme c'est le cas pour 700 travailleurs de Chrysler-France.

Ainsi en quelques jours sont apparus tous les éléments de la situation politique des mois à venir : les jongleries de Giscard dissimulant ses actions les plus graves, la continuité pompidolienne à travers Chirac, l'unité de la droite préservée par l'UDR et, pour les travailleurs, hausse des prix et menaces de licenciements.

Pour la droite, l'élection présidentielle n'aura été qu'un intermède après lequel elle se retrouve à peine changée, avec simplement quelques reclassements, une image plus jeune, plus moderne, et surtout des hommes qui savent bien mieux que leurs prédécesseurs utiliser les moyens de propagande les plus efficaces.

Pour le mouvement ouvrier, la campagne n'aura pas été une simple parenthèse, et c'est sur le terrain, dans les conflits de tous les jours, dans les entreprises, les quartiers, que l'unité populaire doit être maintenue. Et c'est dans l'unité qui s'est faite au cours de la campagne que les différentes composantes du mouvement ouvrier doivent élaborer le projet d'une autre société, d'un mode de croissance différent, plus conscient, plus juste, qui, seuls, permettront de donner un sens aux luttes de chaque jour, mais surtout de préparer une victoire décisive sur la bourgeoisie.

Bernard JAUMONT

dites, on la reprend
cette courbe ascendante
des abonnements,
ou quoi ?

un nom :
une adresse :
.....
et un chèque de 60 F

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.

Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.

Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.

Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALLUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. : 770.40.18.

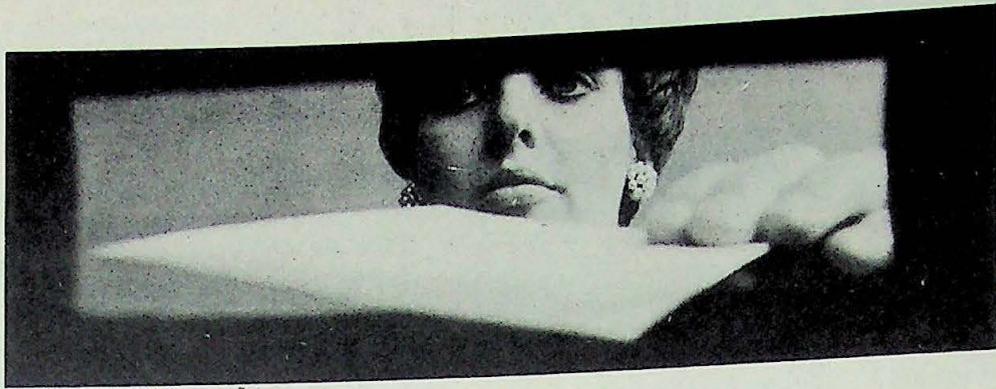
Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.



du tréfonds des urnes

● analyse du 2^e tour

L'étude des résultats du 19 mai, que faute de temps nous n'avons pu détailler dans TS de la semaine passée, donne des indications qui complètent, et largement corrigent, les impressions laissées par la campagne. D'une manière générale (et toutes les pressions du système institutionnel et des moyens de communication vont dans ce sens) les thèmes de la campagne Mitterrand nous apparaissent certes très « sociaux » (l'appel à tous les défavorisés, la dénonciation des privilèges) mais inspirés par une volonté de rassurer et d'apaiser. Indépendamment du résultat brut en lui-même, qui montre pour le moins que les partisans de la droite n'ont pas été désorientés par cette campagne, l'analyse par catégorie des électors du 19 mai montre assez clairement, nous semble-t-il, que le pays a reçu de la gauche et de son candidat une toute autre image, beaucoup plus tranchée et offensive.

La montée sans précédent de la participation, d'abord. Contrairement à l'idée simpliste qui assimile toute baisse des abstentions à un réflexe de peur (« ça y est, on a fait voter les hospices », etc.) ce mouvement de dégel a été en partie le fait d'une mobilisation complémentaire dans l'électorat populaire. Il ne faut pas oublier que l'abstention (bien étudiée voici quelques années par A. Lancelot) recouvre toute une série d'attitudes politiques, généralement frustes et peu exprimées, dans lesquelles prédomine un refus ou une incompréhension des représentations politiques qu'offre la société actuelle. Et ce refus ou cette incompréhension peuvent, momentanément, être vaincus soit par un langage assez adapté aux motivations de ces non-votants (notons qu'Arlette Laguiller avait réalisé des pourcentages plus importants dans des départements habituellement abstentionnistes), soit par une situation d'affrontement décisif, où il est facile de reconnaître son camp et où même des gens rebutés par « la politique » voient une possibilité de changement. C'est, en partie, ce qui s'est passé le 19 mai : voilà pourquoi la hiérarchie de l'abstentionnisme s'est fortement modifiée ; certains départements habituellement abstentionnistes et à tradition d'opposition donnent de très hautes participations (Haute-Vienne :

89,23 % - Ariège : 88,64 % - Lot : 91,03 %) tandis que des départements très participationnistes et d'orientation modérée s'abstiennent plus (Bas-Rhin : 85,53 % Haut-Rhin : 86,05 %). Le gain entre les deux tours s'est en fait partagé entre les deux candidats (différemment selon les régions) pour moitié environ.

l'abstention involontaire

Il ne faut d'ailleurs pas affirmer que cette participation record implique la disparition de toute « abstention-refus ». Cette attitude, liée ou non (chacun en jugera...) avec les appels à l'abstentionnisme révolutionnaire, a eu encore des adeptes en nombre non négligeable. On peut évaluer, sauf cas particuliers (Corse) l'abstention « minimale » entre 6 et 9 % des électeurs-inscrits selon le type de population. Pour certains, c'était d'ailleurs involontaire. L'analyse détaillée du nombre d'électeurs inscrits par rapport aux législatives de mars 73 montre très clairement que bon nombre d'inscrits potentiels ne figuraient pas cette année sur les listes électorales (dans la plupart des départements et sur l'ensemble du pays, le nombre d'inscrits est en baisse alors que la population « inscriptible » a dû croître d'environ 300 000 unités en métropole).

La raison en est simple : les gens inscrits d'office par les mairies sont en minorité. Les autres négligent souvent de se déplacer lors de la révision annuelle, et attendent une « grande occasion » pour se déranger. C'est ainsi que, les législatives de 73 s'annonçant à la fois disputées et décisives, et leur date étant connue d'avance, la révision des listes fin 72 avait vu un afflux record de nouveaux électeurs qui ne s'étaient manifestés ni en 70, ni en 71. Par contre, fin 73, rien de précis n'annonçait un scrutin important et beaucoup de gens, surtout des jeunes et des ménages qui s'étaient déplacés, ne se sont pas fait inscrire. Comme la réouverture des listes en avril ne bénéficiait qu'aux gens ayant dépassé 21 ans après le 1^{er} janvier 74 et aux fonctionnaires mutés depuis cette date, il y a eu des dizaines de milliers d'électeurs qui n'ont pu prendre part au vote. Sur ce sujet, que

chacun médite les doctes enseignements du professeur Delfeil de Ton, politologue bien connu.

La vigueur de l'affrontement « droite + gauche » apparaît encore plus nettement si l'on prend en compte l'analyse par catégorie socio-professionnelles. Rappelons les réserves qu'appelle cette subdivision, qui d'une part associe au sein d'une même catégorie, par exemple les « employés », des gens aussi différents que la vendeuse de Monoprix et le cadre moyen de l'immobilier, ou parmi les « inactifs », l'étudiant et la rentière ; et qui d'autre part assimile tous les membres d'un ménage à la profession du « chef de famille » ce qui est très artificiel (sans parler de l'hétérogénéité des « agriculteurs » et des « commerçants »). Mais, prise pour ce qu'elle est, la répartition sociale des électors comporte tout de même des enseignements essentiels.

CATEGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES

	RESULTATS 1er TOUR 1973		RESULTATS TOUR 1974	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
Ouvriers (30% de la population électorale)	62	38	70,5	29,5
Employés (19 %)	48	52	50	50
Agriculteurs (9 %)	22,5	77,5	34	66
Commerçants (7 %)	36	64	35,5	64
Cadres supérieurs, professions libérales (11 %)	26,5	73,5	28,5	71,5
Inactifs (24 %)	42,5	57,5	41	59
Moyenne nationale (rappel)	45,5	54,5	49,5	50,5

REPARTITION PAR CLASSE D'AGE

CLASSES D'AGE	1er TOUR 1973		2e TOUR 1974	
	Gauche	Droite	Gauche	Droite
21 - 34 ans	50	50	57,5	42,5
35 - 49 ans	47,5	52,5	49,5	50,5
50 - 64 ans	40	60	47,5	52,5
65 ans et plus	41,5	58,5	38	62

Les chiffres produits ci-dessous émanent d'une moyenne (1) entre les dix derniers sondages IFOP et SOFRES (trois pour chaque) avant le premier tour de 1973 et avant le second tour de 1974, dont les chiffres droite-gauche étaient pratiquement exacts (45,5 % en 73 ; 49,5 % en 74).

La tendance à un clivage plus accentué, plus radical ressort assez nettement, notamment par comparaison avec 1973 (où s'étaient déjà opérés des reclassements importants). Alors que la montée moyenne d'une année sur l'autre est de l'ordre de 4 %, elle est d'au moins 8 % chez les ouvriers, et d'au moins 11 % chez les paysans. Ce dernier fait a été peu marqué car la gauche reste minoritaire chez les agriculteurs, mais il est important surtout par contraste du fait de l'attitude des autres couches sociales. En effet, et là se poursuit une évolution engagée lors de la conclusion du Programme commun, la gauche recueille un soutien relativement décroissant :

— chez les commerçants (catégorie qui groupe en fait nombre de petits patrons) qui votaient 9 % moins à gauche que la moyenne en 73, décalage qui est passé à 14 %.

— chez les cadres supérieurs - professions libérales (catégorie qui comprend aussi le reste du patronat) parmi lesquels la gauche progresse moitié moins vite que sur l'ensemble de la population (2 % contre 4 %) ;

— chez les inactifs, catégorie surtout composée de retraités et de femmes seules, où la gauche baisse en chiffres absolus par rapport à 1973, encore proche de la moyenne l'an dernier (- 3 %), elle s'en éloigne nettement (- 8 %).

Si l'on rapproche de ces chiffres ceux portant sur les couches d'âge, le renforcement très net de la gauche chez les moins de 35 ans, et son recul chez les plus de 65 ans illustrent la même tendance.

des tertiaires incertains

Il y a un recentrage de plus en plus marqué, par rapport à 1965-1967, de l'électorat de la gauche qui s'alourdit de plus en plus dans la couche des travailleurs de l'industrie, à un point qui ne peut plus être beaucoup dépassé (car pour de nombreuses raisons on aura forcément toujours une minorité d'ouvriers votant à droite) qui s'étend chez les agriculteurs et qui en revanche piétine ou recule dans des couches intermédiaires qui sont moins liées aux luttes de la production.

Le problème le plus sérieux réside dans l'incertitude qui affecte

le comportement du vaste rassemblement des « tertiaires ». Celui-ci n'a donné à la gauche que 50 % des suffrages, soit 20 % de moins que la couche des ouvriers. Le décalage (et une divergence d'évolution qui s'accroît, la gauche montant fortement chez les ouvriers et faiblement chez les employés) peut être un germe de faiblesse pour la gauche. Car s'il est négligé, le poids croissant de la couche concernée porte en lui-même la condamnation électorale. Et s'il est pris en compte, il faut éviter qu'il soit traité sous la forme d'un « marketing politique » traitant les employés comme une couche invertébrée et assistée politiquement.

une homogénéité croissante

Il faut manier avec précaution l'expression de « vote de classe » lorsque le tiers des salariés votent à droite. Il reste que la dynamique d'évolution du scrutin fait apparaître un rassemblement d'une homogénéité croissante autour de la classe ouvrière beaucoup plus qu'un conglomérat hétéroclite ménageant les inquiétudes et les réticences de chacun.

Les analyses localisées du scrutin demanderaient un développement plus complexe. On peut déjà noter quelques éléments caractéristiques :

— un gain de Mitterrand plus marqué qu'ailleurs dans les régions où Royer et Chaban-Delmas avaient obtenu leurs plus gros pourcentages (en Indre-et-Loire, Mitterrand gagne 11,8 % - en Gironde, il gagne 12,2 %), c'est-à-dire le centre-ouest pour l'un et le sud-ouest pour l'autre. Cela témoigne semble-t-il, que dans ces régions, les deux candidats de droite éliminés avaient recueilli des votes d'influence ou de notoriété qui ont retrouvé leur répartition normale ensuite. Pour les voix de Chaban, il faut aussi admettre qu'au-delà de son influence régionale, il avait attiré par certains aspects de sa campagne un électorat de type radicalisant, intéressé par le programme social et le refus de la bipolarisation, qui s'est partagé au second tour. En fait, il semble bien que dans ces secteurs, le radicalisme modéré et rural, qui avait d'ailleurs déjà en 1965 voté Lecanuet au premier tour et Mitterrand au second, a joué la carte Chaban avant de se reporter sur Mitterrand ensuite (exemples du Lot, du Gers, de la Charente-Maritime) ;

— une remontée sensible de la gauche dans les secteurs de

(1) L'avantage de la moyenne est de prendre en compte des échantillons plus larges et de « mitiger » les méthodes des deux instituts. On ne peut pas arriver à une certitude absolue mais ces chiffres ont des chances élevées d'être proches de la réalité.

DOM-TOM : un vote anti-colonial

Giscard peut s'estimer heureux d'avoir fait remonter à Paris 110 000 voix des Comores et de Djibouti qui ne lui ont pas coûtées trop cher. Mais partout ailleurs, la partie n'a pas été facile pour la droite, et le vote à gauche de la majorité des électeurs à la Réunion, en Guadeloupe, et en Polynésie pose clairement la question du statut de ces îles qui ne veulent plus rester colonies françaises...

Jamais en effet la gauche n'a été si forte dans les départements et territoires d'outre-mer. Il faut remonter à la Libération pour trouver des scores comparables ; mais il s'agissait alors de se battre pour la « départementalisation » ou l'accès au statut de « territoire », considérés à l'époque comme des progrès sur les situations précédentes. Aujourd'hui, il en est tout autrement : partout la situation coloniale a été dénoncée ; et si aux Antilles les forces de gauche ont parfois été divisées durant cette campagne sur le contenu à donner à l'autonomie, partout ailleurs la revendication a été clairement formulée : c'est aux populations de se prononcer (« autodétermination »), et c'est « l'autonomie » qui constitue la seule chance pour ces pays de s'en sortir.

la trique et la fraude

Ce qui force l'admiration, c'est qu'une telle volonté ait pu s'exprimer malgré des conditions locales dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne sont pas favorables à l'exercice d'une démocratie réelle. On connaît les mœurs électorales traditionnellement en honneur aux Antilles ou à la Réunion : pressions des employeurs et du clergé, vote des morts, bourrage des urnes, truquage des procès-verbaux, violences contre les militants de gauche, etc...

Mais ce qu'on sait moins, c'est comment on peut faire voter le plus « légalement » du monde et presque comme un seul homme 113 000 Comoriens et 34 000 Afars et Issas de Djibouti : ces électeurs étaient à 75 % pour Chaban au premier tour ; et — avec une discipline à laquelle il faut rendre hommage — ils ne sont reportés à 75 % sur Giscard au second tour, un nom qu'ils avaient apparemment ignoré le 5 mai. L'explication est simple : habitués à la trique et à la fraude, soumis à leurs chefs tribaux ou spirituels (qui se trouvent aussi être de gros commerçants ou propriétaires), ne sachant au surplus ni lire ni écrire le français pour la plupart, ces électeurs un peu particuliers ont laissé dire et faire les notables féodaux qui font la loi là-bas en accord avec l'administration coloniale française.

Et ça donne ceci, qu'une mission socialiste envoyée aux Comores pour le premier tour a pu constater (prouvant ainsi que le renforcement du contrôle des opérations électorales recommandé par Poher n'a pas été dans ces îles au-delà des bonnes intentions) :

● pour les opérations préparatoires : personnes décédées non radiées, alors que des électeurs de gauche — bien vivants eux — se voyaient rayés des listes ; inscrip-

tion de « faux électeurs » (+ 17 000 à l'île d'Anjouan, en un an !); cartes d'électeurs non distribuées ; déclarations de foi et bulletins de vote et affiches non envoyées ; pressions du gouvernement local et des chefs musulmans faisant savoir que la malédiction tomberait sur ceux qui ne voteraient pas Chaban, etc...

● et le jour du scrutin : absence ou insuffisance des bulletins autres que ceux de Chaban dans certains bureaux ; falsifications de procès-verbaux ; votes multiples, etc...

refaire du Stasi ?

Il reste que partout la gauche progresse, et que Mitterrand double, triple, et parfois décuple ses résultats de 1965. A la Réunion, il obtient la majorité absolue, grâce à l'action résolue du Comité pour l'autodétermination de la Réunion. Dans ce « département » où continue de sévir le Michel Debré du « Courrier de la Colère », les circonscriptions où ont été « élus » dans des conditions pour le moins troubles des députés UDR ou centristes en 1973 ont pu cette fois exprimer leur vote favorable à la gauche et à l'autodétermination.

En Polynésie, où la pression de l'armée française est pourtant très forte, on a voté à 51 % pour la gauche ; en Nouvelle-Calédonie, où règne la société Le Nickel, à 49,7 % ; en Guadeloupe, à 56 %... Dans ce dernier département ainsi qu'à la Martinique, les abstentionnistes du premier tour (28 000 et 12 000) se sont d'ailleurs presque tous reportés sur Mitterrand au second tour...

Il reste à tirer les conséquences de ces votes. Il ne faut pas attendre de Giscard le moindre geste de clairvoyance à cet égard : même s'il était tenté de « refaire du Stasi » (c'est à dire de « civiliser » et de dépolitiser un peu les administrations locales, d'adoucir la répression et d'alléger les effets de la hausse des prix sur les petits salariés et les chômeurs), qu'on ne compte pas sur lui et sur ses appuis locaux pour offrir aux DOM-TOM d'autres espérances que l'émigration, le tourisme, et la limitation des naissances. Il faudra donc que la gauche — qui se confond là-bas avec les forces nationales — lutte encore pour arracher aux bourgeoisies locales, aux fonctionnaires coloniaux et à la « métropole » une autonomie qui serait effectivement pour elles le début de la fin, et pour les départements d'outre-mer le début d'une véritable libération.

Philippe MARIÉLIE ■

élection

« fiefs » où elle avait paru subir un déficit au premier tour. Cela est à rapprocher de fortes montées de la participation dans ces zones. C'est net dans l'Ariège, dans l'Aude, dans le Gard, dans des localités comme Champigny (94) etc.

Il est vrai qu'il reste des différences, sur lesquelles on dissertera longtemps, entre les voix de Mitterrand et les scores de certains élus locaux. Ces différences qui se sont fortement atténuées, n'apparaissent pratiquement plus nulle part par une baisse en chiffres absolus. Il demeure seulement des baisses localisées en pourcentage. Comme on l'a déjà montré en parlant du premier tour, ce type de comparaison est tout à fait fallacieux. Pour prendre l'exemple des points forts du PC en région parisienne, il est évident que la comparaison 1973-1974 fait apparaître des montées de Mitterrand là où des candidats PC avaient fait des scores médiocres en 73 (notamment Marchais à Villejuif et J. Chonavel à Pantin-Bagnolet) alors que les « pertes » se manifestent dans les secteurs d'élus particulièrement implantés (Nilès à Drancy ou Barbet à Nanterre).

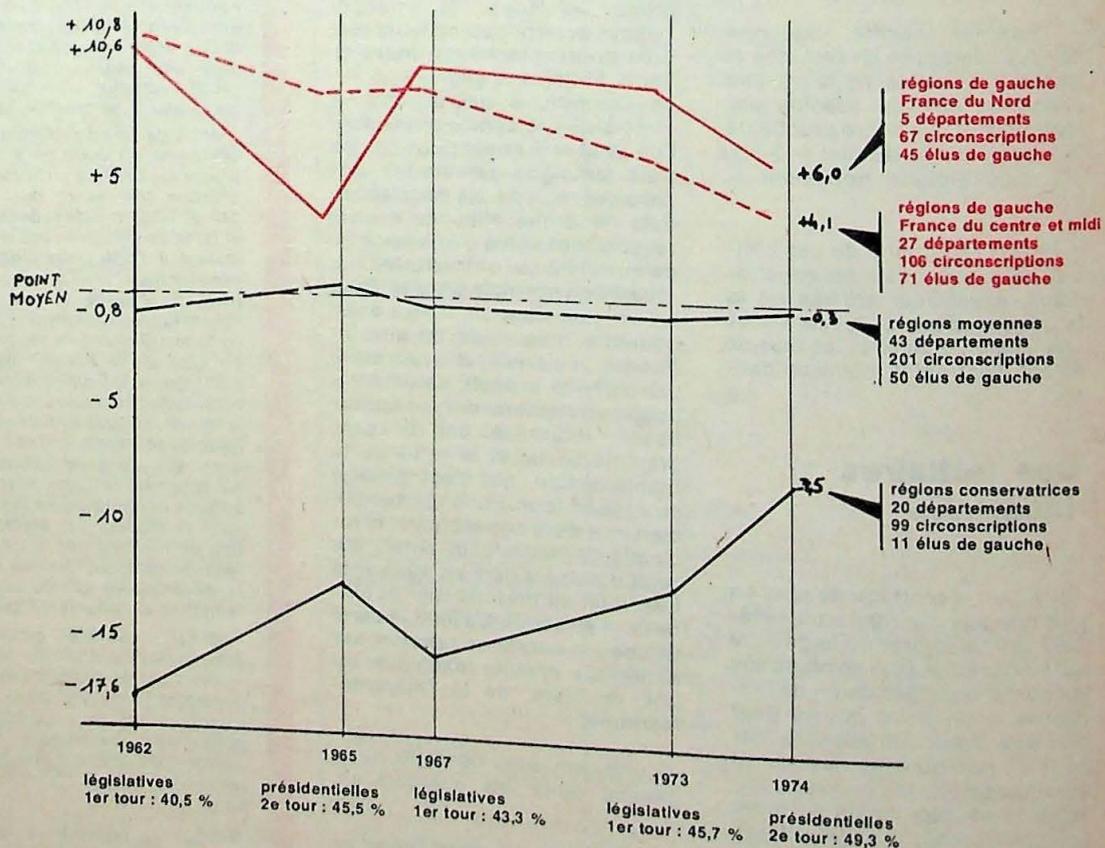
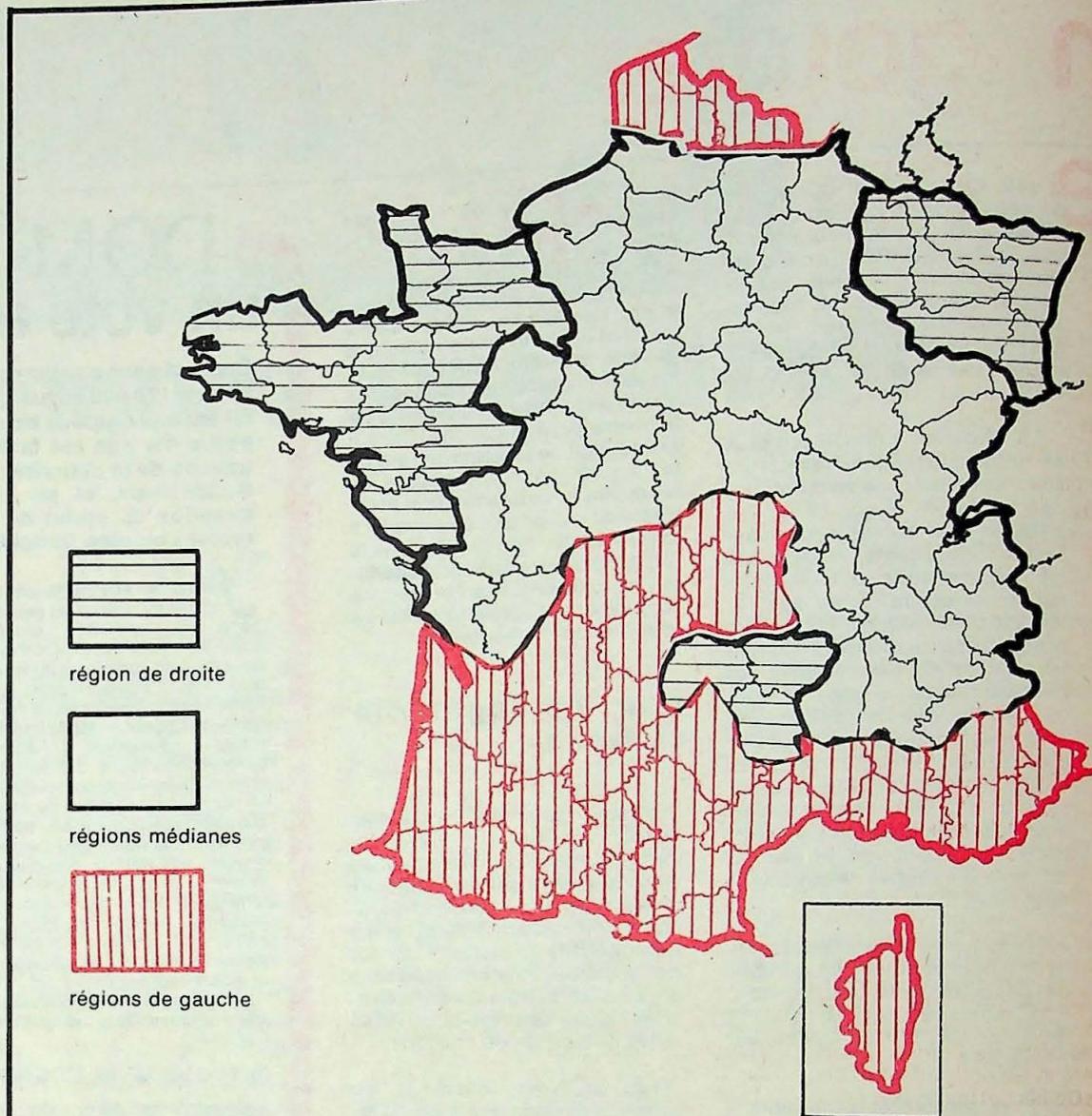
Il en va de même dans des fiefs socialistes. De même les différences, minimes, entre les réactions des fiefs socialistes et communistes ne permettent guère de formuler des conclusions très tranchées, soit sur « les socialistes modérés qui refusent l'union de la gauche » ou les « électeurs communistes durs qui se méfient de Mitterrand ». Il est un peu osé d'affecter des significations politiques précises à des comportements qui proviennent peut-être des franges les moins déterminées et les moins politisées de l'électorat de gauche.

une tendance longue

Enfin, il faut souligner la poursuite d'une « tendance longue » de la géographie électorale française, qui est la réduction constante des différences entre les régions traditionnellement à gauche et les régions traditionnellement à droite. La carte et le graphique ci-dessous en donnent une idée assez nette.

Ces changements risquent d'être amplifiés par la disparition du centrisme en tant que force autonome. Ils peuvent ouvrir, en manifestant une liaison de plus en plus forte entre les références sociologiques et le comportement politique, et en « gommant » les dissemblances provenant de la tradition politique et de la religion, des perspectives tout à fait nouvelles pour le développement de la gauche.

Alain RICHARD ■



Graphique des écarts entre la moyenne nationale et les pourcentages des régions politiquement typées (voir carte ci-dessus)



un gouvernement de carton-pâte

C'est parti, mon Valéry ! Le candidat l'avait promis, on ne perdrait pas de temps, on serait prêt à gouverner dès le lendemain de l'élection, le char de l'Etat, Giscard à la barre, allait redémarrer sur les chapeaux de roues. Parbleu ! Tout était prêt de longue date, l'opération se concoctait depuis des années, avec la bénédiction du président défunt. Personne ne peut s'y tromper : Giscard-Chirac, c'est bel et bien la continuité.

Ce n'est paradoxal qu'en apparence : le grand vainqueur de ces élections présidentielles est un vainqueur posthume, Georges Pompidou. Et l'élection de Giscard n'est que le dernier acte d'une comédie dont les trois coups ont été frappés en avril 1969. Dès ce moment-là — à la veille du référendum sur la régionalisation — l'alliance est scellée entre le fondé de pouvoir des Rothschild et le ministre aux cactus : il s'agit d'en finir avec le gaullisme, ses mythes, ses utopies généreuses, ses prétentions sociales, ses idées de troisième voie. Le pays doit se lancer sans frein dans « la grande aventure de l'industrialisation ». Le capitalisme doit pouvoir s'épanouir enfin pleinement sur la terre de France. Entre Jeanne d'Arc et Colbert, il faut choisir. Ce sera Colbert, et les deux Auvergnats sont là-dessus bien d'accord.

dans l'ombre

Le rôle de Georges Pompidou sera d'entamer le processus de restructuration politique de la droite, sans casser l'outil UDR encore puissant et nécessaire pour garder le pouvoir : l'avant-garde centriste vient renforcer la majorité présidentielle, c'est l'heure de Fontanet-Duhamel. Pas encore cellé de Lecanuet. Chaban-Delmas occupe Matignon : il pourra toujours chanter le grand air de la Nouvelle Société, Giscard veille au grain de sa place-forte de la rue de Rivoli, et les arbitrages sont rendus à l'Elysée, par son compère, et toujours en sa faveur.

Dans l'ombre, Poniowski et Chirac, les deux fidèles lieutenants, préparent la majorité de demain avec Abelin et Lecanuet qui ont déjà l'assurance de recueillir le juste prix de leur longue patience. Les barons du gaullisme — Chaban en tête — s'accrochent à leurs rêves et croient encore à leur étoile. Ils ne sentent pas venir les coups, ou sont en tout cas incapables de les parer. Comblés d'honneur, ils occupent les premières places, mais la réalité du pouvoir a déjà changé de mains. Le jour venu — les Français les auront tellement vus — on n'aura aucune peine à leur faire porter le chapeau d'une politique antisociale qui n'est pourtant même pas vraiment la leur. D'autant qu'ils n'ont jamais pu, ou jamais voulu, épurer leurs rangs des aventuriers, des faisans, des « copains et des coquins » qui encombraient les antichambres.

Deuxième étape : l'installation de Giscard au poste suprême. Chaban

tente son dernier coup de poker. Mais il n'échappera pas au filet tendu par les éminences grises de l'Elysée (Juillet, Garaud) et par Chirac, placé au poste-clé de la place Beauvau, avec la complicité de quelques barons plus clairvoyants (Guichard) et la neutralité bienveillante du premier major-dome (Messmer). Le coup est bien monté, mais difficile à jouer : Pompidou est mort un peu tôt, sans avoir pu rendre clairement l'arbitrage ultime. La mêlée furieuse qui suit la mort du président fait mauvais effet sur les Français. La gauche, en revanche, s'unit dans l'ordre autour de François Mitterrand, qui sait rassembler autour de son nom les espoirs de l'immense majorité du peuple. La bataille prend clairement des allures d'affrontement de classe. Elle ne sera gagnée que d'extrême justesse.

Mais enfin, c'est gagné : et le rideau se lève sur le troisième acte. Le choix des hommes qui composent le nouveau gouvernement est éclairant. D'abord Chirac : c'est, à l'égard de l'UDR, une véritable provocation. Si ces gens-là, Chaban en tête, avaient un minimum de respect d'eux-mêmes, ils couperaient les ponts d'entrée de jeu. Mais ils ne le feront pas, car leurs troupes ne les suivraient pas. Pour le gros des bataillons de l'UDR, le gaullisme n'a jamais été que l'assurance et le moyen de faire carrière : on ne fait pas carrière dans l'opposition. Et s'il faut être giscardien pour avoir de la soupe dans sa gamelle, le godillot moyen se convertira volontiers au giscardisme. Suffit de respecter un minimum de délai de décence : cinq UDR seulement dans la nouvelle équipe gouvernementale et — hormis Chirac et Galley, pompidoliens avant d'être gaullistes — des obscurs, des sans grades : qui connaît Jacques Soufflet, le nouveau ministre de la Défense ? A quoi ressemble André Jarrot, qui devient le gardien de la Qualité de la vie (défense de rire) ? Qui avait déjà vu quelque part la bobine de Vincent Asquer, successeur de Royer aux destinées des bouctiques ?

Giscard tient parole : il renouvelle à peu de frais. Mais cela sent son cabinet de transition : les Labbé, les Guichard vont rentrer dans l'ombre provisoirement, pour mieux préparer le rapprochement. Leur rôle est assigné : faire progressivement oublier les rancœurs nées de la campagne et tirer doucement le parti gaulliste dans le camp du vainqueur. Les vrais gaullistes — mais en reste-t-il encore ? — n'auront plus alors qu'à se retirer sous leur tente en rêvant d'un nouveau 13 mai dans les colonnes d'un

nouveau Courrier de la colère — l'Histoire ne se répète pas, mais qu'est-ce qu'elle bégaye ! Seulement cette fois, Colombey n'est plus qu'un village vide...

mousquetaires

Renouvellement aussi : les centristes pompidoliens feront une cure de purgatoire. Avertissement avec frais pour les Fontanet et les Duhamel, l'aile sociale (?) du centrisme. Là encore, situation provisoire : prière, messieurs, de bien vite faire votre jonction avec les grands triomphateurs de cette élection, les atlantistes-réformateurs. Mais c'est juré, on se retrouvera.

C'est en effet Lecanuet et ses compères qui semblent se tailler la part du lion : les réformateurs tirent surtout leur existence d'une juxtaposition de quelques personnalités affirmées. Ils sont quatre, comme les mousquetaires. Un pour tous, tous pour Giscard : on les prendra donc tous les quatre. Et voici Lecanuet, Abelin, Durafour et même Servan-Schreiber ministres. Ministres de quoi ? Peu importe. Ils sont là pour signifier l'extrême ouverture du nouveau pouvoir. Pas pour gouverner.

Car voilà le fin du fin, le **nec plus ultra** de l'opération Giscard : le vrai gouvernement se résume en fait à un cabinet présidentiel. Giscard d'Estaing entend bien conduire les affaires lui-même, avec ses hommes à lui : Chirac, bien sûr, qui a ménagé la transition. Mais aussi Poniowski, le fidèle de toujours, seul ministre d'Etat. Et Michel d'Ornano, le maire de Deauville, ministre de l'Industrie, un des rares hommes politiques qui tutoie le nouveau président. Autre homme sûr : le Républicain Indépendant Christian Bonnet, pour poursuivre à l'agriculture l'œuvre de Chirac.

Les autres, tous les autres, ne sont pas des « politiques », mais ce qu'on appelle des grands commis. A travers Jean Sauvagnargues, (Affaires étrangères), René Haby (Education nationale) et surtout Jean-Pierre Fourcade (Economie et finances), c'est Giscard d'Estaing lui-même qui va gouverner. Là encore, nous sommes bien dans la continuité : le « **domaine réservé** » comme chez Pompidou, s'étend à l'ensemble des affaires de l'Etat. La courbe présidentielle du régime est encore accentuée.

chance et faiblesse

Tel est donc le pari de Valéry Giscard d'Estaing : changement de personnel (l'UDR momentanément en réserve), ouverture maximum sur les Réformateurs (mais aucun poste clé), relative modestie des RI (trois portefeuilles seulement : pas question de refaire l'erreur de l'UDR en confondant l'Etat et le parti), le tout convergeant vers ce que le Figaro lui-même

est bien obligé d'appeler « **un gouvernement présidentiel** », au service d'une politique inchangée, la poursuite de la restructuration du capitalisme, non pas seulement français, mais en France.

Dans une telle perspective, le rôle personnel que va devoir jouer le chef de l'Etat est donc primordial : c'est à la fois sa chance et sa faiblesse.

Sa chance : ce gouvernement qui n'en est pas un n'aura aucun poids, aucune crédibilité. JJSS, ministre des Réformes (?), voilà qui, déjà, fait rire tout le monde — jusqu'à l'Aurore : « **du neuf et du bizarre** »... C'est donc le style personnel du président de la République qui va compter, sa façon d'être, de se comporter, d'apparaître en public, de se servir avec brio de la télévision — qui devient, plus encore que dans le passé, l'instrument privilégié de l'exercice du pouvoir. C'est peu de dire qu'à ce jeu Giscard est habile : il est orfèvre, tout son passé le prouve — et ses premières entorses à un protocole dérisoire prouvent qu'il jouera à fond la carte du « **grand sympathique** » : le côté accordéon, pull-over et football. Il ne faut pas trop en rire, à l'heure de la télé-reine, ça peut marcher.

Mais c'est aussi sa faiblesse : après un saupoudrage social indispensable, le nouveau patron de la Ve République va devoir faire face à la montée des revendications populaires que sa politique au service du grand capital ne peut que faire croître. Les inégalités ne pourront être efficacement combattues dans le cadre du système. La politique d'intégration de la classe ouvrière ne pourra pas être poursuivie dans une conjoncture économique qui reste extrêmement difficile.

La gauche enfin, forte de son élan, va poursuivre dans l'unité son effort de restructuration, de cohésion — et les ouvertures à l'anglaise du type « **statut de l'opposition** » semblent déjà avoir fait long feu. Or, sous de Gaulle, comme sous Pompidou, l'Elysée avait des allures d'Olympe — et c'est Matignon qui prenait les coups de plein fouet.

bon signe

Le nouveau style place le président en première ligne : et l'on ne voit pas où sera le recours, le sursis possible. En cas de crise profonde, il ne suffira pas de remanier le ministère. C'est Giscard lui-même qui devra, soit abandonner la barre, soit s'y maintenir par la force.

En tout état de cause, les échéances paraissent beaucoup plus proches que prévues, et étroite la marge de manœuvre du nouvel élu. On comprend la modestie, la réserve, l'inquiétude même qui transparaissent des commentaires de la presse bourgeoise. Non vraiment : la bourgeoisie ne pavoise pas. C'est bon signe !

Bernard LANGLOIS ■

lorsque le temps presse ...

Le Comité directeur du Parti socialiste, la Direction politique nationale du PSU et le Bureau national de la CFDT se sont réunis successivement samedi, dimanche et lundi derniers. On trouvera dans ce numéro le texte de la résolution adoptée par la DPN du PSU ; il importe ici de placer ces débats sous l'éclairage de la situation politique nouvelle créée par les événements récents et de situer les points d'ancrage avec les travaux du Parti socialiste et de la C.F.D.T.

Voici de nombreuses années que la question d'un pouvoir socialiste en France butait sur la coupure radicale entre la nature des luttes sociales menées par les travailleurs et la nature des forces politiques qui les traduisaient à leur niveau. Entre un Parti communiste rejeté de la communauté nationale et une sociale-démocratie constamment en proie à la tentation centriste, les espoirs nés dans le combat à la base se perdaient toujours dans la désillusion de l'impuissance des états-majors. Tel est ce vieux blocage de la scène

politique et sociale française qui sinon disparaît, du moins est remis en cause. C'est cette remise en cause qui hier a permis à la gauche unie d'atteindre son meilleur score électoral depuis la libération et qui demain peut lui permettre d'engager le processus de transition au socialisme.

élément décisif

On peut s'interroger sur les causes de ce déblocage. Sans doute est-il encore trop tôt pour

les bien distinguer toutes. Mais il est sûr, dès à présent, que la perspective du socialisme autogestionnaire a introduit dans le débat figé opposant réforme et révolution un élément permettant de le dépasser. L'autogestion socialiste n'a certes pas encore acquis un contenu suffisamment précis pour suffire à elle seule à définir un programme politique. Mais la nouveauté qu'elle a introduite dans les perspectives des luttes ouvrières — on s'en est bien rendu compte à Lip — comme dans la problématique des organisations politiques et syndicales constitue l'élément décisif de la période récente. Ainsi, grâce à elle, des liens constructifs ont pu se nouer avant les élections présidentielles entre le Parti socialiste, la CFDT, le PSU et tous les mouvements ou organisations qu'avait rassemblés le **Comité de liaison pour l'autogestion socialiste**.

Des liens plus étroits se sont également tissés avec le Parti communiste. Les discussions de ce dernier, notamment avec le PSU, ont permis d'établir de nou-

veaux rapports au sein de toute la gauche. L'acquis de cette unité ne doit pas être négligé mais au contraire renforcé ; pour sa part, le PSU s'y emploiera et c'est dans cet esprit qu'il accorde tant d'importance à la tenue à l'automne prochain d'assises nationales où l'ensemble des forces de gauche pourrait débattre de projets politiques, économiques et sociaux capables de mieux répondre aux aspirations populaires actuelles, au delà du Programme commun.

remarquable dynamique

Compte tenu du rôle que joue dans les institutions politiques françaises l'élection du président de la République au suffrage universel, la dernière campagne électorale a bien sûr constitué une étape importante dans cette évolution et il faut en tirer les leçons. La remarquable dynamique de l'unité populaire réalisée au second tour est de toute évidence la première de ces leçons. C'est

CONVERGENCES



MITTERRAND : repartir ensemble vers l'étape nouvelle

LES Français m'ont interrogé sur l'avenir plus lointain, sur le type de société que nous entendons construire. Une réponse commune à cette question sera de plus en plus nécessaire. Elle est esquissée dans le programme du Parti socialiste. D'autres éléments importants sont apportés par ceux qui se réclament du courant autogestionnaire dans ses composantes syndicales et politiques. Elle ressort des orientations propres au Parti communiste. Elle apparaît dans les positions prises au cours de la campagne présidentielle par des personnes et des groupements rattachés à la candidature de la gauche par refus des structures de la société dominante.

Notre tâche aujourd'hui, notre

devoir historique est de prendre les dispositions utiles pour que ceux qui se situent dans une perspective socialiste aient les moyens de lutter de manière concertée. Approfondir cette perspective et l'expliquer inlassablement, passer l'action du gouvernement au crible d'une critique constructive mais sans faiblesse, exprimer sur le plan politique la signification et le contenu des luttes sociales, animer sur le terrain les innombrables combats qu'appellent l'avancée de la démocratie et les contrôles collectifs des décisions : tout cela doit être fait en même temps et ne peut pas l'être en ordre dispersé.

Dans le respect des organisations politiques et syndicales de la

gauche, qui ont à déterminer elles-mêmes leur méthodes et leurs objectifs, et m'exprimant en ma qualité de premier secrétaire du Parti socialiste, je souhaite que soit fixé au plus tôt le lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront avant de repartir ensemble vers l'étape nouvelle. Au lende-

main de cette campagne, la France entière doit savoir que le socialisme est reparti à l'offensive. Il sera présent à toutes les batailles sociales et politiques qui s'ouvriront, afin de donner demain, par sa victoire, une nouvelle chance à la France.



BN-CFDT : une contribution spécifique

La campagne électorale qui vient de s'achever, constitue pour la gauche une avancée sans précédent depuis un quart de siècle.

La preuve est ainsi faite que l'union des forces populaires peut provoquer un mouvement de masse capable de contester, demain de conquérir le pouvoir. C'est pourquoi le succès obtenu par le candidat de la droite pourrait bien n'être qu'un sursis.

La CFDT se félicite de l'action et du rôle de ses militants, adhérents et sympathisants dans la mobilisation de masse qui s'est opérée. Ainsi, le contenu de la campagne a été à la fois politique et social ; il prolonge les luttes menées au cours de ces derniers mois ; il annonce celles que ne manquera pas de provoquer la politique d'un pouvoir qui s'appuie principalement sur les grands intérêts capitalistes.



Meeting à Toulouse : une mobilisation sans précédent

elle qui a permis à la gauche, au grand étonnement des spécialistes de sciences politiques, de retrouver une partie de l'électorat ouvrier qu'elle avait perdu au profit du gaullisme ou de la droite classique. Cette dynamique unitaire met mieux en valeur les caractéristiques de la bataille du premier tour. Il ne fait guère de doute en effet que la campagne autonome de chacune des composantes de la coalition de gauche a été difficile : le Parti communiste défendait le Programme commun, tout en le sachant dépassé, parce qu'il correspond

fondamentalement à sa logique politique et économique ; le Parti socialiste a disparu en tant que tel pour laisser la place au candidat unique réunissant autour de lui une équipe de conseillers totalement étrangère à l'équilibre des tendances internes au PS ; le PSU a eu du mal à individualiser son intervention alors que le projet politique dont il est porteur a reçu un excellent accueil dans toutes les situations unitaires (notamment les meetings) où il s'est trouvé lors de la campagne du second tour.

Il est également très frappant de constater à la fois combien la campagne de François Mitterrand a manqué d'une perspective longue, d'un projet cohérent de société socialiste, mais aussi combien l'élaboration d'un programme économique et financier cohérent a été traduit par la presse et l'opinion publique comme une nouvelle capacité de la coalition de gauche à gouverner.

le danger de l'immobilisme

Il reste incontestablement que l'absence d'un projet politique global à long terme dans la campagne de François Mitterrand a pesé lourd dans le résultat final. C'est ce projet, dont l'autogestion socialiste jette les bases, qu'il s'agit maintenant de proposer à l'ensemble des forces de la gauche. De nombreux indices montrent qu'elles y sont attentives et que le temps presse.

La DPN du PSU, dans sa résolution finale souhaite que soient jetées « les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une action militante étroitement liée aux luttes sociales ». Les déclarations de François Mitterrand à l'issue du Comité directeur du Parti socialiste, celles du Bureau national de la CFDT et de nombreux militants s'expriment

en dehors du cadre de ces grands appareils politiques ou syndicaux montre que cet enjeu est bien perçu comme la variable centrale du développement du socialisme en France.

Il est clair, bien entendu, que des déclarations ne suffisent pas. C'est à la fois sur le terrain des luttes sociales et sur celui de la confrontation commune des idées politiques que s'éprouvera la volonté réelle des forces de l'unité populaire de créer autour de l'autogestion socialiste un regroupement politique capable d'assumer prochainement une alternative au pouvoir de la droite. Cette volonté commune cherche aujourd'hui à s'exprimer et la Direction politique nationale du PSU souhaite qu'elle puisse sans tarder trouver un terrain pour se concrétiser.

Le candidat unique de la gauche déclarait au soir du 19 mai que « quelque chose est en marche qui ne s'arrêtera pas ». Il faut en effet prendre des initiatives afin que l'unité populaire trouve de nouveaux moyens d'affirmer sa cohésion, afin que chaque courant qui la compose ne reparte pas sur le chemin des divisions que l'on commençait à surmonter dans le respect des légitimes originalités. La première de ces initiatives, ainsi qu'elle le souhaite la DPN du PSU, serait que s'organise dans les prochains mois une rencontre nationale des forces socialistes. La pire attitude serait de s'immobiliser dans ce demi-échec ou ce que certains croient bien imprudemment être déjà un avant-goût de la victoire.

menace de régression

Là réside une première raison pour laquelle le temps presse. Car les vieilles traditions de la gauche à s'enliser dans des querelles d'appareils ou de tendances risquent de réapparaître si la volonté unitaire de la base, à laquelle

le un syndicat comme la CFDT est particulièrement attaché, n'a pas rapidement les moyens de se consolider. Si une telle perspective ne s'ouvrait pas par le dépassement des organisations politiques actuellement existantes, tout porte à croire qu'une régression s'opérerait par rapport à l'avancée réalisée autour du candidat unique.

Ainsi, le Parti socialiste n'aurait de recours qu'en un replâtrage d'un Programme commun inapte à proposer ce projet d'un autre modèle de croissance et de rapports sociaux dont le besoin s'est fait si fortement ressentir. Ainsi, la CFDT verrait se perdre la chance décisive qu'une force politique très puissante soit capable de traduire au niveau institutionnel son objectif de l'autogestion socialiste ; elle risquerait alors de s'isoler sur le strict terrain de la revendication sociale en délaissant le rôle qui lui revient dans le renversement du régime capitaliste.

Enfin, le PSU serait menacé d'isolement dans un combat marginal pour l'autogestion alors que précisément la leçon de la période récente est que le succès de l'autogestion socialiste comme base d'un modèle français du socialisme ne vient pas de ce qu'elle a été proposée par une organisation autonome, le PSU, mais vient de sa dynamique propre, prise en compte à ce titre par tous les partis, mouvements ou syndicats dont il est ici question.

déjouer le piège

Il y a naturellement une seconde raison pour laquelle le temps presse ; c'est la politique amorcée par le pouvoir. Le danger que constitue pour la bourgeoisie la réalisation éventuelle d'une majorité populaire est désormais pressant. Le chiffre de 49,2 % va hanter bien des imaginations. Dans ces conditions, il y a tout à parier que Giscard mènera à la fois la politique de classe pour laquelle il a été élu et une politique de rénovation apparente du rituel gouvernemental afin que des travailleurs se fassent prendre à son piège du « **changement sans risque** ».

Il faut ainsi se préparer à la lutte contre un pouvoir certes réactionnaire, mais aussi dynamique et qui cherchera sans doute à diviser la gauche en usant habilement de l'inflation pour faire semblant d'honorer ses promesses sociales.

Il n'y a donc pas de temps à perdre. L'adversaire menace ; les forces socialistes doivent savoir travailler en commun pour proposer aux treize millions de Français qui les ont soutenues hier et à tous ceux qui feront la majorité de demain, le projet de société et l'organisation politique qui concrétiseront leurs espoirs.

Jean LÉ GARREC ■

A l'image de la campagne qu'ils viennent de mener, les travailleurs souhaitent le maintien et le renforcement de l'unité dans les luttes à venir. Face à une droite qui a désormais jeté toutes ses forces dans la bataille, le maintien de cette unité sur des bases claires est la condition des succès futurs. Plus que jamais l'union de toutes les forces populaires est nécessaire.

Faisant suite à la campagne dynamique du candidat unique de toute la gauche, le bureau national de la CFDT considère comme un élément positif l'appel lancé par François Mitterrand, premier secrétaire du PS, pour une restructuration politique du mouvement socialiste sur la base d'un projet commun de société. Il note avec intérêt la position voisine prise dès maintenant par le PSU ainsi que par d'autres groupes d'inspiration socialiste.

Cette volonté commune correspond à la stratégie d'union des forces populaires préconisée par la CFDT. Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale à tous les niveaux, tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin.

les travaux de la direction politique nationale

DES ENJEUX

La Direction Politique Nationale du PSU s'est réunie le dimanche 26 mai pour faire le bilan de la campagne des présidentielles et déterminer les tâches immédiates du PSU dans la période qui s'ouvre. On trouvera ci-dessous le texte intégral de la résolution générale adoptée à l'issue des travaux et à la majorité de 41 voix contre 18 et 6 abstentions.

La DPN constate l'importance de la mobilisation unitaire qui a permis à la gauche de frôler la victoire. Ce simple fait constitue la preuve de l'importance de l'unité des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Il a cependant manqué à la gauche au cours de cette campagne la capacité de définir un projet socialiste suffisamment crédible pour montrer que l'avenir se trouvait réellement de son côté.

Pour l'heure, la gauche va se trouver placée devant des enjeux nouveaux qui lui sont imposés par l'évolution du capitalisme et de la bourgeoisie sous Giscard d'Estaing.

Les travailleurs attendent des organisations politiques et syndicales qui ont mené campagne ensemble des initiatives politiques importantes dans la période.

C'est dans ce sens que le PSU doit développer ses initiatives et ses propositions :

— en direction de l'ensemble de la gauche et des forces populaires dans la ligne de la mobilisation qui a été réalisée ;

— à l'égard du Parti communiste, dont nous ne pouvons accepter qu'il reste enfermé dans les limites du Programme commun ; il faut avec lui réouvrir le débat sur les objectifs d'une action unitaire anti-capitaliste et ouvrir le débat sur le socialisme et l'autogestion ;

— à l'égard du parti de François Mitterrand, parce que le candidat unique occupe toujours des responsabilités essentielles pour débloquer les relations entre les organisations et permettre d'engager une restructuration du mouvement ouvrier et socialiste ;

— à l'égard du courant autogestionnaire et de tous ceux qui placent leurs espoirs dans le déve-

loppement de ce courant et des projets de l'autogestion socialiste, pour lier les luttes sociales et les luttes politiques dans l'affrontement avec la bourgeoisie.

A cette fin, le PSU doit dès maintenant :

I - SE RENFORCER

1) **Développer son recrutement** : une vaste campagne de recrutement doit être engagée sur nos propositions à l'égard de l'unité populaire et du socialisme autogestionnaire (cf. Conseil) et en fonction des enjeux de la période (cf. Manifeste du 8e Congrès). Cette campagne doit être accompagnée d'une transformation de nos moyens d'intervention, de nos formes de débat pour leur donner la plus grande ouverture possible.

2) **Développer son action parmi les jeunes et les immigrés** : comités de masse pour le droit de vote à 18 ans, comités français-immigrés pour l'égalité des droits politiques et syndicaux.

3) **Renforcer son implantation dans les entreprises, les campagnes et les quartiers** : actions suivies pour le contrôle ouvrier, paysan et populaire, avec les formes d'organisation les mieux adaptées ; lutte contre le démantèlement et la privatisation du secteur public ou nationalisé et des équipements collectifs.

II - DONNER DE NOUVELLES BASES A LA DYNAMIQUE UNITAIRE

Il faut engager au plus tôt des campagnes de masse :

— pour l'expression des besoins collectifs, des aspirations collectives par les collectivités concernées (foyer de jeunes, hôpital, quartier, entreprise, etc.) : cette expression doit être coordonnée au maximum à l'échelle régionale, puis nationale ;

— sur les libertés fondamentales (droit du travail, avortement, contraception, information, expression, etc.), dans la ligne des propositions faites par le PSU au cours de la campagne ;

— sur les moyens de la défense économique et militaire, sur une base anti-capitaliste et anti-impérialiste, pour faire respecter les intérêts des travailleurs et des peuples en France, en Europe et dans le monde.

Pour se développer sur une base de masse, ces campagnes doivent être prises le plus possible en charge avec les forces politiques et syndicales qui se sont inscrites dans la coalition populaire.

D'autre part, le PSU souhaite la tenue d'Assises nationales où les différentes forces de gauche pourront débattre de leur action commune, en tenant compte des acquis, et notamment ceux qui proviennent du programme commun PC-PS ou des programmes et manifestes des organisations concernées. De telles Assises, auxquelles les organisations syndicales peuvent être associées, si elles le souhaitent, permettraient de répondre à l'attente des masses qui comptent sur les organisations qui se sont unies autour de la candidature unique de la gauche, pour dégager des propositions et des moyens d'action capables de préparer la victoire.

III - DONNER A LA PERSPECTIVE AUTOGESTIONNAIRE TOUTE SON AMPLIEUR ET CREER LES CONDITIONS D'UNE FORCE POLITIQUE PUISSANTE ET CREDIBLE

1) **Donner à la perspective autogestionnaire toute son ampleur**, pour en faire la base même de la mobilisation populaire : il est donc nécessaire de la préciser pour les différents secteurs de la vie sociale, d'en voir les conséquences sur le pouvoir d'Etat, tant pour sa conquête que pour son exercice, de la situer dans le contexte économique et international créé par le capitalisme. Il ne s'agit pas d'imposer une telle perspective à l'ensemble des forces politiques et syndicales, mais de l'insérer de façon plus déterminante et plus offensive à l'intérieur de la coalition populaire. Il

s'agit aussi de réaliser sur cette base les alliances de classe, correspondant à notre société, et nécessaires à la victoire contre le capitalisme et la domination bourgeoise.

2) **Créer les conditions d'une force politique puissante et crédible**, qui permettra de mener à la fois la bataille de classe contre la droite et l'insertion de la perspective autogestionnaire dans la coalition populaire, avec l'appui des forces militantes (politiques et syndicales) qui se réunissent autour de cette perspective : ces forces sont aujourd'hui dispersées au sein de la CFDT, du PSU, du PS et de divers groupes ou mouvements. Leur effort peut se coordonner, peut se rassembler, pour entraîner derrière elles un grand nombre de ceux qui se sont sentis engagés par la campagne récente, mais hésitent à rejoindre telle ou telle formation politique.

Pour aboutir, un tel effort implique le dépassement des organisations politiques existantes. C'est une tâche difficile, peut-être impossible, mais la victoire de l'ensemble de la gauche, parce qu'elle implique le développement de la perspective autogestionnaire sur une base de masse, en est le prix.

En toute hypothèse, le PSU ne saurait envisager :

— ni de s'intégrer, pour y constituer ou renforcer quelque tendance que ce soit, dans l'actuel Parti Socialiste,

— ni de confondre la lutte pour le socialisme autogestionnaire par la construction — toujours recommencée et jamais achevée — de quelque parti d'avant-garde coupé des masses.

Il entend prendre sa place, rien que sa place, mais toute sa place dans l'avancée collective des forces de la jeunesse et du travail vers la victoire et vers le socialisme : le PSU prendra ou appuiera toute initiative, toute proposition qui permette de contribuer à cette avancée.

En particulier, une rencontre des forces socialistes pourrait être efficace, si elle permettait de jeter les bases d'une action et d'une organisation de masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une

NOUVEAUX ...

action militante étroitement liée aux luttes sociales. Un groupe préparatoire apparaît indispensable pour définir la nature et les conditions d'une telle rencontre. Le PSU souhaite la formation d'un tel groupe, qui dépend largement de ceux qui ne sont pas engagés actuellement dans un parti politique déterminé.

A la fin de l'année le Congrès du Parti sera appelé à juger de l'évolution de la situation, après que tous les militants du Parti aient débattu des orientations qui seront proposées par la DPN et le Bureau National.

Le PSU lance donc un appel aux organisations de gauche, partis politiques, syndicats, organisations de masse... pour développer l'ensemble des campagnes de masse sur des objectifs de combat anticapitaliste.

Le PSU lance en même temps à l'ensemble des travailleurs et des militants qui se sont engagés dans le combat unitaire, avant ou pendant les élections présidentielles, un appel à se mobiliser, là où ils sont, pour l'unité d'action et à la développer, là où ils le peuvent.

Le Bureau national du PSU engagera donc immédiatement, et de la façon la plus unitaire, les discussions nécessaires avec les organisations ouvrières et populaires.

De leur côté, les sections, les fédérations et les organes nationaux du PSU prendront dès aujourd'hui tous les contacts nécessaires avec les organisations locales de gauche pour tirer le bilan de la campagne, préparer la riposte aux initiatives du pouvoir en place, et développer l'action commune autour d'objectifs significatifs et mobilisateurs, avec

tous ceux qui veulent continuer la lutte dans l'unité.

Si les conditions peuvent en être réalisées, elles mettront ainsi sur pied, dans le cadre de l'unité d'action, des comités populaires pouvant rassembler de nombreux travailleurs non organisés.

Dans ce cadre unitaire de lutte contre le capitalisme, les stratégies distinctes existant dans le mouvement ouvrier pourront s'effectuer, en même temps que se développera l'offensive populaire contre le régime. ■

... UN OBJECTIF IMMEDIAT :

RENFORCER LE PSU !

● de nouveaux militants

● un effort financier

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

SOUSCRIPTION

C.C.P. PSU PARIS 14.020.44

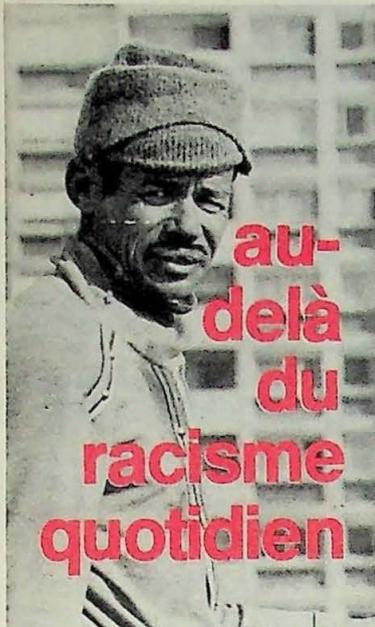
Nom

Prénom

Adresse

Lieu de travail

Montant



au-delà
du
racisme
quotidien

Des scènes comme celle-là, on en voit à la pelle. C'est du banal. Comme est du banal le « petit » racisme quotidien pratiqué un peu partout en France, par un peu tout le monde (et même, bien sûr, par des gens « de gauche »). Pas grave, de la super routine, normal en France aujourd'hui...

Tellement normal que souvent ceux qui en sont les victimes se sentent eux-mêmes un peu désarmés pour y répondre : à quoi bon, la pente semble trop dure à remonter, toute une éducation à faire... Petit exemple : dans un café bourré d'étudiants arabes au Boul-Mich, à Paris, deux grosses filles un peu niaises qui se laissaient entreprendre par trois « Jaunes » sans doute en quête de chair blanche leur lâchaient négligemment : « On n'est pas racistes, etc... ; mais, nous les Arabes, on les aime pas, parce qu'ils sont comme ci, comme ça, etc... ». Les Arabes en question se sont envoyé des clins d'œil et ont commenté à voix basse, mais ils ont jugé inutile d'en faire plus.

des commandos

Insignifiant, bien sûr. Mais ce quotidien-là rend possible et comme « tolérable » le reste : les expulsions, les violences de la police, les ratonnades et les meurtres ; et aussi la ségrégation dans le travail, le logement, les loisirs, ainsi que l'absence de droits politiques pour les immigrés. A Nice, treize agressions avec coups et blessures contre des travailleurs algériens ou tunisiens depuis juillet 1972, toutes commises par des jeunes organisés en commando, et suivies de plaintes restées en général sans suite. On se souvient des ratonnades de Grasse, il y a deux ans, de Mohamed Diab tué au commissariat de Versailles, des travailleurs réunionnais roués de coups à Lyon, des jeunes Malgaches battus dans la banlieue parisienne, et de bien d'autres (nous rappelons en annexe de cet article les plus récents, de ces crimes).

Et, tout récemment, cette affaire de « gazage » des travailleurs pakistanais, mauriciens et arabes qui avaient occupé le 22

« Tire-toi ! On vous a demandé quelque chose ? »
« Quand on fouille des immigrés, pas le droit d'approcher. L'autre jour, à la Foire du Trône, les jeunes « gardiens de la paix » de service s'esclaffaient : ils croyaient tenir des bicots, et les gars se prétendaient portugais. Alors, tant pis : « T'as qu'à rentrer dans ton Porto ! On n'a pas besoin de toi chez nous... » ».

mai un immeuble en construction, 69 rue Sèrvan Paris 11e. « **Qui a construit ces grands immeubles ? disaient-ils. Nous les étrangers, les immigrés, les esclaves des temps modernes. Mais où logeons-nous ? Dans les ghettos, les taudis et les couloirs du métro. Nous n'avons rien...** ». Délogés prestement par la police, ils avaient été enfermés « pour vérification d'identité », comme on dit, dans des cellules du commissariat de l'Opéra. C'est là que dans l'après-midi ils ont soudain l'impression d'étouffer : des morceaux d'étoffe dégageant un gaz avaient été lancés dans leurs cellules, et ils n'ont dû qu'à la débrouillardise de l'un d'entre eux de se libérer avant de suffoquer. Les gradés du commissariat, bien sûr, ont paru gênés par cette initiative d'un gardien ou d'un inspecteur, mais quand même ! A quant la « solution finale » du problème immigré ?

unité d'action

L'ennui, c'est évidemment que le capitalisme a besoin de ces travailleurs : pour les emplois que les Français refusent, et pour faire baisser les tarifs de ceux que les Français acceptent encore. Pour éviter qu'une jonction trop étroite ne s'établisse entre ces deux catégories de travailleurs, on laisse se développer le racisme et la répression policière, et on continue à refuser aux immigrés l'accès aux droits que devrait leur ouvrir leur travail : une égalité de traitement avec les travailleurs français, la jouissance des droits politiques... Est-il normal par exemple que les un million et demi d'Arabes de France n'aient pas droit à une seule émission de radio ou de télévision ? Est-il tolérable qu'aucune structure représentative des immigrés ne soit prévue et acceptée, laissant aux ministères de l'intérieur et du travail le soin de régler leur sort sans même les consulter ? Est-il raisonnable en 1974 que des immigrés qui travaillent dans le pays depuis plusieurs dizaines d'années n'aient toujours pas le droit de vote, même aux élections municipales ?

Mais on est loin aujourd'hui de tout cela. Avec l'arrivée au pouvoir de la gauche, on pouvait espérer une amélioration sensible des conditions de vie et de travail des immigrés, créant les condi-

tions pour une égalité de droits. Avec Giscard qui leur a consacré cinq lignes dans un programme de vingt pages, les travailleurs immigrés savent qu'il leur faudra compter surtout sur eux-mêmes et sur l'unité avec les travailleurs français pour se défendre.

Philippe MARIELLE ■



les o
de la c

neuf mois « d'

● 11 juin 1973. L'intervention de la police contre des travailleurs nord-africains qui s'étaient rassemblés devant la mairie de Grasse (Alpes-Maritimes) dégénère en une chasse à l'homme dans les rues de la ville, avec la participation d'éléments racistes de la population.

● 23-24 juin 1973. Attaques de commandos motorisés contre des cafés fréquentés par des Nord-Africains à Ivry et Vitry (val de Marne) et à Paris (15e).

● 2 juillet 1973. Noyade à Ivry d'un travailleur portugais, M. Fernando Ramos, poursuivi par un commando descendu de voiture et armé de matraques.

● 2 août 1973. Deux ouvriers algériens qui contestaient une hausse de loyer sont grièvement blessés par le propriétaire de leur foyer, à Nice.

● 18 août 1973. Plusieurs incidents opposent des travailleurs nord-africains à des habitants d'Ollioules (Var).

● 25 août 1973. Un Algérien, M. Rachid Mouka, 25 ans, tué à Marseille ; un Algérien, M. Rabah Mouzzali, 30 ans, tué par balles dans un café au Perreux (Val de Marne) par un tireur se trouvant à une fenêtre ; d'autres consommateurs sont blessés.

● 25-26 août 1973. Un travailleur algérien, M. Saïd Aounallah, 37 ans, atteint de trois balles de 22 long rifle est découvert sur l'autoroute Nord à Marseille.

● 27 août 1973. Une cinquantaine de parachutistes se livrent à la « chasse » aux Nord-Africains dans les rues de Toulouse.

● 28 août 1973. Le jeune Algérien, Ladj Lounès, 16 ans, est abattu par 4 balles de 7,65 tirées d'une voiture à proximité de son domicile, dans le quartier de la Calade, Marseille.

● 28-29 août 1973. A Metz, Un Algérien, M. Ahmed Rezki, 28 ans, tué d'une balle, devant le foyer où il résidait.

● 29 août 1973. Les baraquements d'un bidonville et d'un chantier sont mitraillés à La Clotat (Bouches-du-Rhône) par deux individus en voiture. Un Algérien de 21 ans, M. Abdellah Hemahan, meurt à Marseille, à la suite de coups reçus sur la tête. Un Algérien, M. Saïd Ghillas, 40 ans, père de 7 enfants, est attaqué à Saint-André (Marseille) ; il mourra le lendemain à l'hôpital.

● 2 septembre 1973. Un Algérien, M. Ben Saïa Mekernef, 39 ans, père de 4 enfants, découvert grièvement blessé, meurt à l'hôpital, à Marseille. Coups de feu tirés d'une voiture contre un Algérien, M. Amara Charni qui circulait à vélomoteur, sur le chemin de Madrague-Ville, près de Marseille.

● 8 septembre 1973. Trois Algériens agressés à Arles, dans la rue, par un groupe de jeunes gens descendus de voiture.

● 10 septembre 1973. Un Algérien habitant Nanterre, M. Mourad Lamdani, 23 ans, de passage à Marseille, est attaqué à Marseille par cinq hommes, qui s'emparent de son argent et le précipitent dans le Vieux Port.

● 12 septembre 1973. Attaque d'un commando motorisé, armé de fusils contre la Cité de Méricourt, près de Lens (Pas de Calais) où sont logés des travailleurs marocains : deux d'entre eux sont blessés.

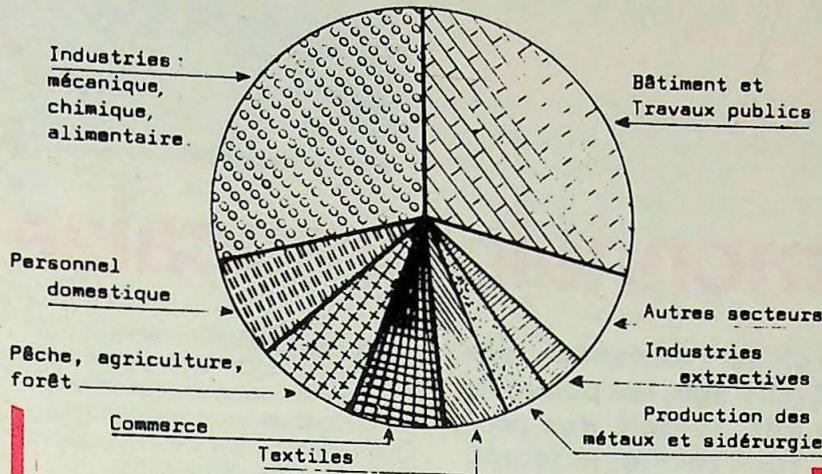
● 16 septembre 1973. Parce qu'il avait heurté involontairement le landau où se trouvait l'enfant d'une voisine, un travailleur tunisien, M. Mohamed Ali Ben Brahim, 24 ans, est tué par celle-ci à bouf portant d'une balle de carabine.

leurs grés



bliés mpagne

ncidents » en tous genres



Il y a, d'après le recensement de 1968, 3 393 457 étrangers en France. Les travailleurs immigrés (et parfois leurs familles) représentent 2 200 000 personnes, soit 11% de la population active.

Mais on dispose de chiffres plus récents. Ainsi, au début de l'année 1972, il y avait en France 754 000 Algériens, 694 000 Portugais, 590 000 Espagnols, 588 000 Italiens, 194 000 Marocains, 107 000 Tunisiens, 100 000 Polonais, 65 000 Yougoslaves, 65 000 Africains, 103 000 réfugiés, ainsi que 200 000 immigrés d'autres nationalités.

7 travailleurs turcs...

Employés depuis le 20 mars sur les chantiers de la « Durance-Concassage » à Fos-sur-Mer, dirigée par M. Aimé Bernard, 12 heures de travail de jour et de nuit, 1/2 h de pause, 1 jour de congé par semaine avec interdiction de quitter le chantier qu'ils devaient garder carabine en main.

Après plus d'un mois de travail aucun salaire.

Ils ont donc engagé la lutte en demandant :

- la régularisation de leur situation ;
- un contrat de travail ;
- une carte de travail

Sans aucun papier, (puisque'ils avaient été amenés en France par ASLAN et GUVEN, trafiquants déjà connus, sous le prétexte d'un voyage culturel et touristique) ; mais l'entreprise BERNARD avec ses 180 camions qui transportent du gravier dans les Bouches-du-Rhône a de bons appuis dans le domaine de la police...

Face à la détermination des travailleurs, le patron BERNARD n'est pas prêt à céder : « Les travailleurs turcs n'ont qu'à retourner chez eux » dit-il. Il oublie que le voyage avait coûté à chaque travailleur 3 000 F versés d'abord à son ami ASLAN.

Il s'agit de mettre fin à de tels trafics en les dénonçant largement aux yeux de tous, comme nous devons dénoncer une fois de plus la progression constante du racisme dans les Bouches-du-Rhône : en plein centre d'Aix dans la nuit du mercredi 8 mai, trois travailleurs immigrés furent violemment agressés par un groupe en uniforme de treillis.

Corresp. ■

● 21-22 septembre 1973. Un Algérien, M. Mohamed Bliidi, 45 ans, gravement blessé par un coup tiré d'une voiture, à Montreuil (Seine-Saint-Denis).

● 2 octobre 1973. A Ivry, un jeune travailleur algérien est blessé par une balle en pleine rue.

● 7 octobre 1973. Un ouvrier algérien, M. Ben Ahmed Abdelkader, 26 ans, est tué d'un coup de carabine dans une rue de Saint-Etienne, alors qu'il se promenait avec des parents.

● 8 octobre 1973. Un écolier de 12 ans, Malik Dedjaï, gravement blessé par une balle tirée d'un immeuble voisin, à Paris (13e) pendant le cours de gymnastique de sa classe, au stade de la Porte de Choisy.

● 8 novembre 1973. Deux manœuvres tunisiens, à Callian (Var) reçoivent un colis piégé. Son ouverture fait six blessés dont deux grièvement.

● 17 novembre 1973. Deux travailleurs algériens sont blessés, l'un deux grièvement, à Bourges, par des coups de feu tirés d'une voiture passant à deux reprises à proximité de leur foyer. Un engin explosif est lancé à Toulon dans un cinéma fréquenté par les travailleurs maghrébins.

● 14 décembre 1973. L'attentat contre le Consulat algérien de Marseille fait 4 morts, dont un jeune homme de 16 ans, et 20 blessés, dont plusieurs seront amputés.

● 16 décembre 1973. Des coups de feu sont tirés à Toulon contre un bar fréquenté par des travailleurs nord-africains. Deux Algériens sont blessés, dont l'un grièvement.

● 25 décembre 1973. Un Algérien, M. Mabrouk, est tué d'un coup de carabine dans un bal à Izeron (Isère).

● 26 décembre 1973. A Montoir (Loire-Atlantique), un travailleur tu-

nisien est roué de coups par un groupe de quatre jeunes gens qui l'ont attaqué et laissé inanimé.

● 27 décembre 1973. Coups de feu à Marseille, contre une camionnette, transportant des femmes de ménage étrangères : deux Algériennes sont gravement blessées. Un ouvrier algérien est attaqué et violemment frappé dans une rue de Lyon.

● 28 décembre 1973. Un commando de huit jeunes agressent et blessent gravement dans une rue de Roubaix, un travailleur algérien, M. Mohamed Deraoudia, et le poursuivent dans un café où ils saccagent le mobilier et insultent les consommateurs. Arrêtés peu après, ils sont aussitôt remis en liberté.

● 31 décembre 1973. Nouvelles agressions à Roubaix contre un café algérien, dont les vitres sont brisées.

● Début janvier. Plusieurs agressions (vitres brisées) contre des cafés algériens de Tourcoing.

● 7 janvier 1974. Un Algérien, M. Lahbib Backour, est tué à Saint-Genis-Laval dans la banlieue lyonnaise. Huit jeunes gens, membres d'une « bande », soupçonnés de ce crime et arrêtés quelques jours plus tard, reconnaissent être les auteurs de nombreuses agressions contre des travailleurs nord-africains.

● 14 janvier 1974. Un Algérien de 25 ans, M. Amar Nadour, est tué d'un coup d'écorçoir par un bûcheron, à Blitche (Moselle) à la suite d'une « discussion » entre quatre Algériens et cinq Français sur la crise du pétrole.

● 15 Janvier 1974. A La Garenne-Colombes, les travailleurs (en majorité des immigrés) de la Compagnie d'Enlèvement des Ordures Ménagères (C.E.O.M.) en grève depuis le début du mois, sont agressés par un

commando de nervis, à 6 heures du matin, en présence de l'un des directeurs de l'entreprise. Plusieurs blessés, dont un hospitalisé.

● 21 janvier 1974. A 19 heures, à Nolsy-le-Sec, un jeune Algérien de 15 ans, Areski Hadjout, en tentant de s'interposer entre des jeunes immigrés et un retraité de 68 ans, est poignardé par celui-ci.

● 29 janvier 1974. Deux travailleurs algériens, employés à la D.B.A., à Vitry, sont sauvagement agressés par quatre individus qui seront arrêtés grâce à l'intervention d'un automobiliste.

● 10 février 1974. Violence à Cavillon (Vaucluse) contre les travailleurs algériens, poursuivis dans les rues, jusque dans leur foyer par une bande organisée, armée de gourdins, chaînes et barres de fer ; plusieurs Algériens sont blessés.

● 23-24 février 1974. A Charleville-Mézières (Ardenne), quatre individus se livrent à des agressions, à deux reprises, au cours de la nuit, contre les travailleurs nord-africains.

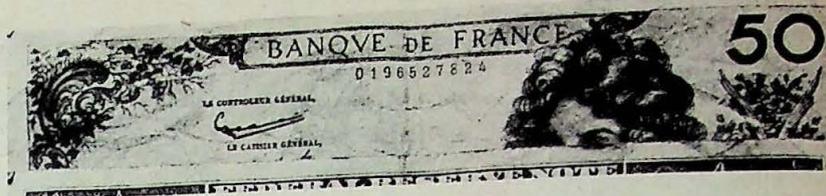
● 2 mars 1974. Au Quartier Latin, selon un témoignage paru dans « Le Monde », des commandos se livrent, au cours de la soirée, à de multiples agressions contre des Noirs et des Maghrébins ; plusieurs victimes sont hospitalisées.

● 6 mars 1974. A Dragulgnan (Var), des individus circulant en voiture, lancent des engins explosifs contre trois maisons habitées par des travailleurs algériens, tunisiens et marocains ; deux blessés.

N.B. Etablie par le M.R.A.P. pour une période de neuf mois, cette liste d'agressions et attentats dus selon toute apparence au racisme, n'est pas exhaustive.

Un « foyer » à Paris : combien au mètre carré ?





le mark, monnaie française ?

La trêve électorale est close. Pendant de longues semaines où il aurait fallu agir, les pouvoirs publics ont été paralysés ; et, au-delà des promesses d'une campagne, voici revenu le temps des réalités. Pétrole, monnaie, prix, crédit, tout semble avoir déjà été dit. Mais dans le flot des informations et des chiffres, que reste-t-il d'essentiel à retenir au moment où le nouveau gouvernement entre en fonction ?

Le paradoxe de l'analyse économique moderne est de posséder de puissants moyens de prévision et de commettre néanmoins de lourdes erreurs de jugement. N'a-t-on pas prédit maintes fois de graves crises du capitalisme ? Il semble qu'à chaque fois on ait confondu le court terme et le long terme, le conjoncturel et le structurel. L'invitation à l'erreur est d'autant plus forte aujourd'hui que l'extrême instabilité du système monétaire international donne sans cesse l'impression que l'anarchie capitaliste a atteint un seuil mortel.

C'est aujourd'hui à nouveau la question monétaire qui revient au premier plan des préoccupations économiques de l'Occident. C'est elle que Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt vont s'efforcer de résoudre.

La situation française est incertaine sur le plan intérieur et très préoccupante sur le plan extérieur. On avait dit, à l'hiver 1973, lorsque fut réévalué le prix du pétrole que le ralentissement de la croissance, le chômage et l'inflation allaient vivement toucher notre économie. Pour ce qui concerne l'inflation, le pronostic reste et restera juste : 1974 et sans doute 1975 seront des années au-dessus du seuil des 10 % de hausse des prix. Pour ce qui concerne le ralentissement de la croissance, les prévisions pessimistes semblent se démentir au fur et à mesure que l'on avance dans l'année ; enfin, les experts semblent moins affirmatifs quant à la probabilité d'un chômage massif à la rentrée d'octobre.

l'axe Bonn-Paris

Ces prévisions, plutôt moins mauvaises que les précédentes, s'expliquent par le fait que l'on a sous estimé au début de l'année l'effet d'entraînement qu'aurait sur l'économie française la vigoureuse reprise des économies dominantes d'Allemagne et des

Etats-Unis et qui est attendue pour le second semestre de 1974.

Reste un problème redoutable, celui des échéances extérieures de la France. Ici, les prévisions empirent de semaine en semaine. Il y a un mois, on admettait officiellement que le déficit de la balance française des paiements (c'est-à-dire le solde des échanges commerciaux et financiers de la France avec l'étranger) atteindrait 20 milliards de francs en 1974. Ce montant prévu a augmenté depuis de 50 % pour atteindre aujourd'hui 30 milliards. Dans la mesure où cette masse représente l'effort supplémentaire pour payer les importations de pétrole, que faire ?

Une autre croissance ? Si François Mitterrand avait été élu, on aurait pu en parler. Désormais, il n'en est plus question. En revanche, ce dont il est question, et que le nouveau Président met un empressement remarquable à réaliser, c'est la soumission financière de la France à l'Allemagne. L'axe Bonn-Paris dont toute la presse se fait l'écho à travers l'amitié Schmidt-Giscard d'Estaing est la constitution d'une zone libérale dominée par l'Allemagne et liée plus étroitement que par le passé aux Etats-Unis. Voici comment.

La situation antérieure à la crise pétrolière était caractérisée par une énorme dette des Etats-Unis vis-à-vis du reste du monde : plus de cent milliards de dollars s'étaient ainsi accumulés à la suite des déficits de la balance américaine des paiements. Mais voici qu'avec l'obligation pour les Européens et les Japonais d'emprunter des dollars sur le marché international pour payer le pétrole au prix fort, la situation est en train de se renverser sans que la moindre réforme du système monétaire international, dont on parlait tant, ait été engagée. Les Etats-Unis sont en train de réaliser la stupéfiante performance de devenir créancier du monde avec leurs propres dettes. C'est une situation plus étrange encore que celle des années 45-50 où ils

étaient déjà les banquiers de l'Europe et du Japon. Ceci signifie en clair que le moyen de pression sur les Etats-Unis que constituait leur dette est en train de disparaître des mains des européens.

Les Américains retrouvent donc une position de force pour négocier avec l'Allemagne et la France un compromis monétaire avantageux. Les multiples prises de position des autorités fédérales ou bancaires américaines — en particulier celle de David Rockefeller, président de la toute puissante Chase Manhattan Bank — contre le système des changes flottants qui menace l'équilibre des banques américaines sont significatives.

le banquier de la France

Dans cette négociation qui s'annonce mais où personne n'a encore avancé officiellement sa position, la situation de l'Allemagne est claire : elle continue d'avoir besoin de la protection atomique américaine ; elle est prête à des concessions quant à l'ouverture de ses frontières aux produits américains ; sa monnaie forte, la seule qui soit incontestée en Occident, lui permet d'obtenir

en échange de ces concessions, une parité fixe et avantageuse du mark par rapport au dollar, y compris par l'intermédiaire d'une certaine réintroduction de l'or dans le système des paiements, éventualité qui commence à se faire jour sérieusement. Cette position de force du mark lui permettrait à coup sûr de devenir le grand créancier de l'Europe en particulier de la France, en devises américaines.

Sur le plan strictement monétaire, il n'y a guère d'autres solutions que cet amarrage de la France à l'économie allemande, la seule capable de lui fournir le secours financier nécessaire, si l'on rejette l'isolement inquiétant vers lequel évolue un pays comme l'Italie. C'est cette solution que Schmidt et Giscard vont probablement entériner.

Il y avait une autre solution : la définition d'un autre type de croissance, qui n'aurait bien sûr pas tout résolu à court terme mais qui aurait construit le chemin permettant de se dégager de cette loi du plus fort qui s'appelle l'impérialisme économique. Cette solution, la nôtre, n'est pas pour aujourd'hui. Veillons à ce qu'elle soit pour bientôt.

Jacques GALLUS ■

ARVEL

au service des Familles et des Jeunes

- **YUGOSLAVIE**
2 sem. bord de mer — Séjour seul
— en avion 570 F
835 F
- **TUNISIE**
Circuit de 2 semaines 1 275 F
- **EGYPTE**
Circuit de 2 semaines 2 000 F
- **MEXIQUE** : vol seul avec ou sans location de voiture
: circuits de découverte.
- **ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?**
Festival de Tabarka (Tunisie)
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris (860 F.
910 F. - 960 F.)

ARVEL, 12, Boulevard des brotteaux - 69006 LYON
Tel. (78) 52-56-48

Que va-t-il se passer dans les entreprises ? C'est la question que chacun se pose sans oser avancer une réponse précise. Après les élections, les dirigeants syndicaux se sont empressés de faire des déclarations « musclées » sur le thème : « Vous allez voir ce que vous allez voir ». Le but : mobiliser ou empêcher la démobilisation. Mais les travailleurs étaient dans leur grande majorité très déterminés dès le matin du 20 mai en reprenant le travail...

En fait, ils savent que rien n'est changé quant à la nécessité d'avancer les mêmes revendications qu'avant. L'inconnue c'est : comment va jouer le nouveau gouvernement ? Va-t-il commencer par la carotte, ou par le bâton ? Comment le patronat va-t-il manifester son alliance au nouveau pouvoir ?

Il y aura donc quelques jours, quelques semaines pendant lesquelles on va juger l'adversaire à sa vraie taille. Le round d'observation.

Mais déjà les luttes s'annoncent dans les secteurs les plus touchés au niveau économique. Simca peut se permettre des licenciements à cause du poids de la CFT ; chez Citroën, c'est moins évident ; ailleurs les travailleurs répiqueront obligatoirement. Les choses vont aller en s'accélégrant au fur et à mesure de la baisse des commandes, et plus particulièrement dès septembre.

Des questions d'une même ampleur se posent également dans l'aéronautique. Dans la fonction publique et dans le secteur nationalisé, on se prépare. A la

SNCF, les syndicats ont ouvert un débat auprès des travailleurs et des préavis de grève sont déjà déposés.

Les premières initiatives du tandem Giscard-Chirac, peuvent tout déclencher, ou bien reculer un peu l'échéance des affrontements. On n'attend pas de résultats positifs, dans les entreprises, des décisions du nouveau gouvernement. Mais on sait qu'il possède la clé du déclenchement des opérations. On sait aussi que les luttes prendront une couleur politique évidente et qu'il faut donc préparer des actions qui concrétisent véritablement cet aspect aux yeux des travailleurs.

J. FERLUS ■

ils vont voir ce qu'ils vont voir !

● Simca-Chrysler: la CFT licencie

La politique de changement selon Giscard est entamée dans l'industrie. Et en premier lieu chez celle qui lui a fourni quelques gros bras pour sa campagne : Symca-Chrysler. On vient d'y aménager les horaires de travail qui tout en restant aussi importants (45 h 50 par semaine) se traduiront par une baisse des revenus des travailleurs.

Les équipes se succéderont de 7 h du matin à 17 h 20. Il y a donc perte de la prime pour le travail de nuit (15 %), de la prime de panier, et suppression des heures de repos.

Notons qu'en plus les ouvriers n'ont été payés qu'à 50 % pour les heures chômées, à cause du ralentissement des ventes au cours des derniers mois. La CFT annonce qu'elle défend toujours les travailleurs ; elle annonce aussi que 700 travailleurs vont être licenciés, tout simplement parce que les ventes ont baissé de 25 %...

quatre semaines cet été. Mais la semaine supplémentaire sera récupérée le samedi après la rentrée. Si les choses vont mieux. Sinon, on chômera encore.

Dans les usines du XV^e arrondissement de Paris, les effectifs ont baissé de 1 500 travailleurs depuis le 1^{er} janvier et on annonce que 1 000 contrats de travailleurs immigrés ne seront pas renouvelés dans les prochaines semaines.

Pendant ce temps, à Levallois, les cadences s'accroissent à tel point que même certains petits chefs réputés à la solde de la direction s'en scandalisent. A Levallois, on monte les « 2 CV ».

sont mises en avant par les ouvriers : augmentation des salaires, conditions de travail, liberté syndicale.

● Massot-Disdier: un compte à sec

Chez Massot-Disdier (équipement électrique) à Grenoble, on avait bien payé les salaires, mais en émettant des chèques sur des comptes vides. Les 800 travailleurs sont en grève depuis le 10 mai. L'entreprise est depuis trois ans sous le contrôle du groupe financier britannique Midle.

cevoir leur salaire du mois d'avril. Mais il n'y a pas d'argent dans la caisse. Il est clair que quand on connaît des difficultés de trésorerie, on commence par ne pas payer les travailleurs immigrés. Au bout de quelques jours, on leur a promis 500 F d'acompte s'ils reprenaient le travail. Ils n'ont pas accepté et — huit jours plus tard — ils occupaient encore le siège de l'entreprise.

● Dassault : le Mercure au niveau zéro

A Istres, les travailleurs de l'usine Dassault mènent une puissante action de débrayages. Motif : leur emploi menacé. En effet, la chaîne de montage du « Mercure » n'aura plus rien à faire en mai 75 et Dassault n'a encore trouvé aucune solution pour la suite.

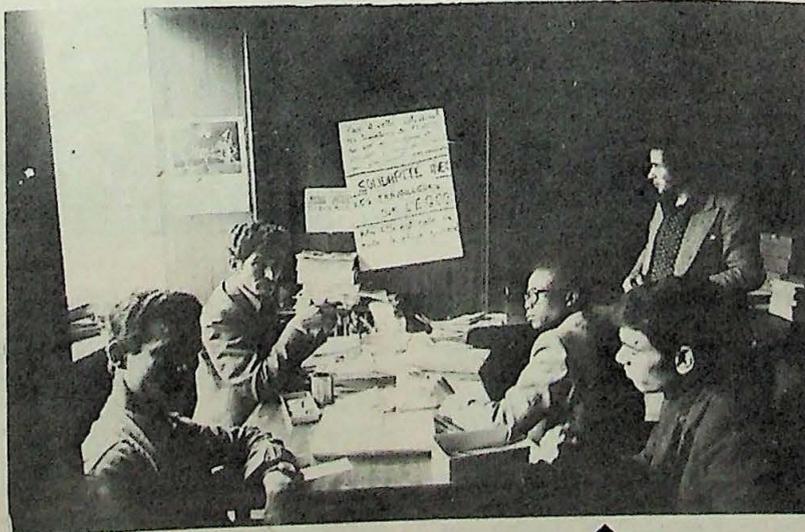
● Fos : la première grève à la Solmer

L'aciérie de la Solmer, à Fos, n'est pas encore finie de construire. Trois mille ouvriers de la construction y sont encore en plein travail. Pourtant la Solmer a connu sa première grève le 28 mai dernier. Les 4 000 sidérurgistes exigent que leurs salaires soient alignés sur ceux de la Lorraine. Il y a jusqu'à 20 % d'écart. Ils demandent aussi la réduction du temps de travail à 40 h et des transports à l'intérieur de cette entreprise où il faut vingt minutes pour aller de la porte d'entrée jusqu'aux ateliers.

● Citroën : chômage et licenciements

Les ouvriers de chez Citroën chômeront encore deux jours les 17 et 18 juin, après les deux journées précédentes des 23 et 24 mai. Cela fera dix journées depuis le début de l'année.

On se souvient que les travailleurs de Citroën avaient pris une semaine de vacances d'avance à Noël 73. Ils auront quand même



● Ça chauffe dans le Loiret

A Amilly (Loiret) la grève des fours industriels commencée le 10 mai dernier, se poursuivait encore au début de la semaine. Trois revendications classiques

● Colas : le géant blessé

Colas, un géant de la route : 13 000 salariés sont venus s'asseoir dans les locaux de l'EGCC (entreprise téléphonique). Ils demandaient tout simplement à re-

international

IRLANDE

une guerre de tranchées

Si tu habitais Belfast, ou Dublin, ou Londonderry, ou si tu avais suivi les conseils des Agences de voyages qui te louent ou te vendent « l'Irlande lente et gouailleuse, terre où l'on prend son temps », tu serais en proie à l'inquiétude. Tu craindrais pour ta peau, tu aurais peur : peur de sortir, peur des voitures le long des trottoirs, peur de rentrer dans les pubs...

L'Irlande, aujourd'hui, est un endroit bourré d'explosifs qu'un faux mouvement peut faire sauter. Les extrémistes protestants ont déclenché une grève générale suivie dans tout l'Ulster, et barricadé les rues. Ils contrôlent les files d'attente chez les pompistes et les commerçants : ils sont le pouvoir, tout autant que les 15 000 soldats anglais, la plupart adolescents et qui perdent leur temps, leur honneur et leurs nerfs, chaque jour un peu plus ; en réapprenant aujourd'hui qu'une armée d'occupation n'a jamais bonne presse, surtout dans ce pays où les gens sont têtus, avec l'air entêté qui fait le sang versé — et fiers.

Brigades paramilitaires, fanatiques du Pasteur Paisley, « volontaires de l'Ulster » dont les défilés orangistes passent toujours, comme par hasard, à la lisière des quartiers catholiques miséreux où des gosses encore plus fiers et libres — comme seule la misère peut vous donner la rage de l'être — jettent des pierres aux soldats anglais ou aux protestants qui passent.

une tragédie à l'anglaise

Protestant, catholique ? Comment s'y reconnaître ? Simple, paraît-il. Les catholiques restent encore dans les rues catholiques, les protestants dans les rues protestantes. A deux mètres de distance, le pays change : une espèce de guerre de tranchées où ce sont les civils qui font office de poilus, et où l'on n'ose plus s'approcher des fenêtres, dans les maisons noires et tristes que fouillent, périodiquement, les « tommies ».

Depuis les débuts se joue ici une tragédie « à l'anglaise » : pas de théâtre, mais cette violence nue, la passion froide, et le courage dans la grisaille des quartiers pouilleux. Provoquée par une apparente haine religieuse, soudée par une histoire sanglante, et qui recouvre pourtant une

lutte de classes sans merci, la lutte pour un emploi, pour le salaire, pour la considération : et dont les victimes sont, dans leur immense majorité, les catholiques. Non qu'ils soient catholiques, simplement. Mais minoritaires (30 % de la population), oui, mais confinés aux besognes

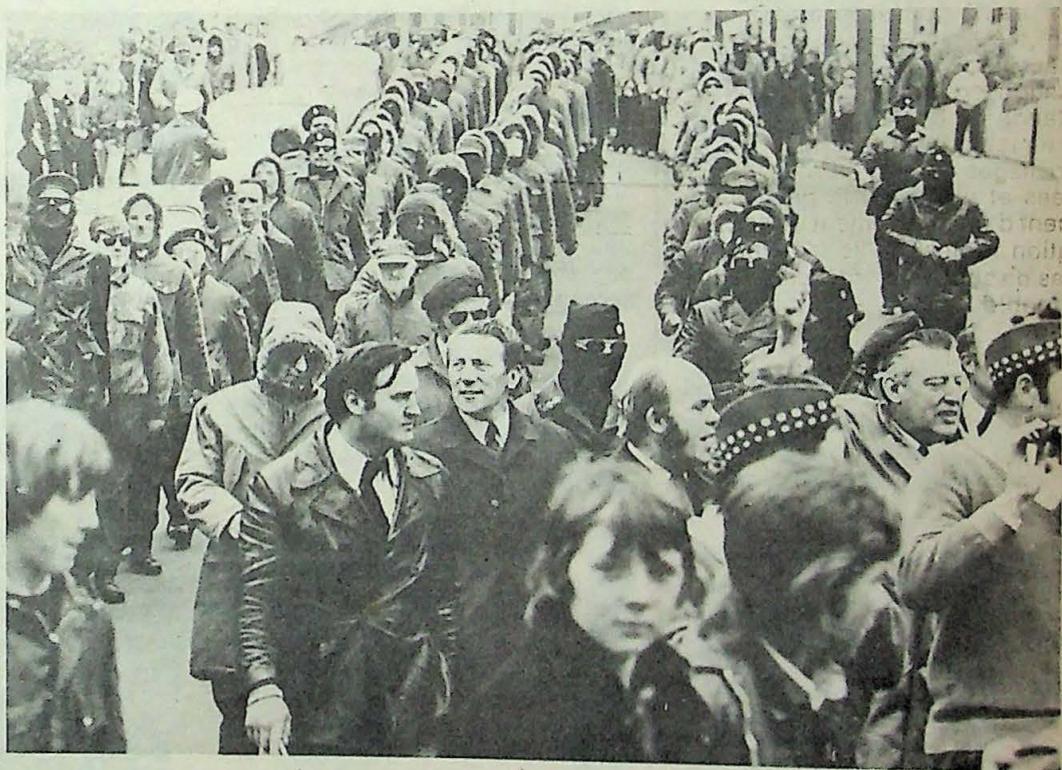
Irlande du Nord, c'est un peu être immigré en France, parler Français au Canada, être noir aux Etats-Unis : à ceci près que la mère patrie est à deux pas, sur le même sol.

les deux extrémismes

Comment, alors, ne pas comprendre qu'un extrémisme politique conséquent ait pu s'y développer ? Pour les catholiques, l'IRA c'est ce mouvement qui les protège, les galvanise, leur redonne confiance et fierté, et dont il faut reconnaître que son terrorisme est sélectif, s'attaquant de préférence aux biens qu'aux per-

Klan par exemple : ils défendent les privilèges de leur communauté.

Au milieu, les modérés ont bien du mal à exister. Protestants (Faulkner) comme catholiques (le S D L P), ils croyaient avoir marqué un point, en décembre dernier, en signant l'accord de Sunningdale, avec Londres, qui créait un « conseil d'Irlande » composé de représentants des deux Irlandes et qui devait permettre d'aller, à terme, vers un modus vivendi des deux communautés, voire une réunification qui sauvegarderait l'autonomie de la communauté protestante. A présent, les protestants au moins paraissent débordés par la démagogie fascisante d'un Paisley et de ses par-



Paisley : des relents de Ku Klux Klan

les plus ingrates, écartés des emplois de la fonction publique, discriminés dans les écoles et par une police presque totalement d'origine protestante. En Ulster, qui est la partie la plus industrielle de l'Irlande, le protestant est, en moyenne, du fait de la politique imposée par l'Angleterre, plus riche, plus éduqué, et dispose de plus de pouvoir : la classe dirigeante, en tout cas, est presque entièrement protestante, même s'il existe beaucoup de « petits blancs » protestants socialement plus proches des catholiques mais dont une propagande imbécile attise les haines religieuses à l'égard de voisins de quartiers, de camarades de travail.

Etre catholique et travailleur en

sonnes, et dont le caractère « aveugle » est très limité. Mi Robin des Bois, mi parti révolutionnaire, avec une analyse de la société irlandaise qui en vaut d'autres et qui s'affirme courageusement anti-capitaliste : ils défendent la peau de leur communauté. Pour les protestants, ce sont les réputés « loyalistes » les Paisley, les Craig, les volontaires de l'Ulster, les brigades spéciales : des forces paramilitaires de défense contre la « gangrène » catholique adeptes de la solution finale, aux actes terroristes aveugles (en témoigne le récent attentat en Irlande du Nord, qu'on peut raisonnablement leur imputer) et dont le contenu politique est comparable à certaines tendances observées dans le Ku Klux

travailleurs » protestants en est le symptôme.

La situation est très grave. Si le silence des catholiques, qui craignent sans doute une offensive générale contre leurs quartiers, et celui de l'IRA, provisoirement décapitée par un important coup de filet contre ses dirigeants en mai, et qui prépare sans doute sa défense, s'explique aisément, le gouvernement britannique vient de faire savoir par M. Wilson que force restera à la loi et que la troupe pourrait être utilisée pour briser la grève et rétablir le fonctionnement des services publics : des renforts britanniques sont acheminés vers Belfast cette fois

l'Allemagne d'Helmut



pour briser la résistance protestante.

Les conséquences d'une intervention offensive de l'armée anglaise dans les circonstances actuelles sont incalculables. Tout peut arriver, et surtout le pire.

le guépier

On mesure le guépier qu'est devenu pour le gouvernement anglais ce problème irlandais qu'il s'est révélé incapable de résoudre dans un sens positif, de même que la très conservatrice République d'Eire laquelle pourchasse les extrémistes de gauche et refuse toute transformation de la société irlandaise. Prisonniers de leurs appartenances de classe, les deux gouvernements n'ont pas été en mesure de mettre en place une progressive transformation des rapports sociaux en Irlande du Nord. Ce faisant, bon gré mal gré, ils ont consolidé les privilèges des minorités fortunées et provoqué le développement d'un mouvement de contestation radical qu'ils n'éteindront pas de sitôt. Débordé à droite, incapable de donner un coup de barre à gauche : telle est l'image que donne de lui-même le pouvoir britannique, et le travailliste Wilson ne paraît pas plus en mesure que son prédécesseur conservateur Heath, de résoudre ce dilemme : ce sont les Irlandais eux-mêmes qui le résoudront, en brisant les antagonismes artificiels que les possédants et des églises fanatiques ont dressé entre eux et en retrouvant les chemins de la lutte sociale, qui passent par la fraternité de combat contre les exploités — les vrais.

Daniel LENEGRÉ ■

Plus qu'un simple changement de personnel, le remplacement récent de Willy Brandt par Helmut Schmidt représente un net coup de barre à droite. 25 ans après la naissance constitutionnelle de la République Fédérale Allemande, sa direction politique sociale-libérale (SPD/FDP) en revient au pragmatisme serein en politique intérieure et se rallie officiellement aux Etats-Unis.

Le SPD, dont le poids électoral tombe en chute libre depuis un an, a trouvé refuge dans l'appel à « l'homme fort ». Depuis plusieurs mois déjà, le parti social-démocrate avait cédé aux pressions de la droite et de la bourgeoisie en s'engageant dans un soutien actif du capitalisme. A cet égard, il est significatif qu'à l'annonce du départ de Willy Brandt et de la nomination de son successeur, on ait enregistré une hausse des cours de la Bourse de Francfort...

Avec Brandt disparaît du gouvernement un homme « incarnant une Allemagne nouvelle et pacifique » et, en tant que tel, moins contesté à l'étranger qu'en République fédérale. Disparaît aussi une certaine tolérance et la recherche d'une harmonisation des rapports sociaux. Ayant déblayé pour ses successeurs l'hypothèque des rapports avec l'Est, il a tiré les leçons de l'échec de sa politique d'intégration sociale.

« conjurations »

Les causes personnelles de la démission de Brandt sont multiples : la découverte de l'espion est-allemand Guenter Guillaume

est venue couronner la mauvaise volonté évidente manifestée par Berlin-est face à la politique de détente inaugurée par Brandt. Au piétinement de l'Ostpolitik et de l'Europe, sont venus s'ajouter les échecs intérieurs. Touché par la campagne de dénigrement de sa vie privée, orchestrée par l'opposition CDU/CSU via la presse de droite et certains services de renseignements, le président du SPD a été également déçu par les « conjurations » de ses seconds, Schmidt et Wehner.

Surtout Brandt a voulu sauver la coalition avec les libéraux du FDP. Un remaniement profond du cabinet à la suite des négligences dans « l'affaire Guillaume » aurait coûté la tête du ministre de l'intérieur Hans Dietrich Genscher, l'homme de la répression. Or Genscher devait accéder à la présidence du FDP et au ministère des Affaires étrangères, après l'élection de Walter Scheel à la présidence de la république.

Les dernières élections partielles ont montré que le SPD perd de plus en plus d'électeurs, même dans ses fiefs traditionnels (par exemple à Hambourg). L'analyse, brillante ô combien, de ces difficultés a consisté à faire porter aux jeunes socialistes (JUSOS) le

rôle d'épouvantail. Les menaces d'exclusion ont suivi. La droite déchaînée a réussi, semble-t-il, à convaincre les stratèges sociaux-démocrates que l'Allemagne est minée par l'extrémisme ! En fait les contradictions économiques et sociales — notamment l'inflation — et la paralysie des réformes annoncées peuvent expliquer cet échec. Celui d'un parti qui veut à la fois gérer l'Etat capitaliste et apparaître comme le représentant des travailleurs.

Bien que mieux maîtrisée en RFA qu'ailleurs, l'inflation a été mise au compte du gouvernement, alors qu'il s'agit d'un phénomène capitaliste mondial, aggravé ici par l'afflux des devises résultant de l'énorme excédent commercial allemand.

Les grèves spontanées de l'an dernier ont contraint les syndicats, pressés par les luttes à la base, à passer outre aux demandes de modération salariale du gouvernement. La grève en février des employés du secteur public a marqué une rupture de l'alliance SPD-syndicats.

Avec la « crise de l'énergie » l'inquiétude au sujet de l'emploi a également desservi le gouvernement Brandt. La tendance croissante des trusts ouest-allemands à transférer leur production à l'étranger risque d'ailleurs de rendre vaines les promesses faites sur le maintien du plein emploi.

Et, faute d'une alternative politique de gauche, la CDU a paradoxalement profité de la déception des salariés devant l'absence

en bref

● **PROCHE-ORIENT : APRES MAALOT** et les raids meurtriers de l'aviation israélienne sur le Liban, le ballet de Kissinger a repris ; accord « signé » un jour, démantelé le lendemain... Le Metternich moderne, au sourire niais de Tintin, infatigable, continue de tisser la nouvelle toile de l'impérialisme dans cette partie du monde. Mais, agent de l'impérialisme, il est aussi contraint à respecter les rapports de force : et visiblement, la fermeté des Sy-

riens sur leurs positions, notamment à l'égard des activités palestiniennes à partir de leur territoire, lui pose problème : on a là un peuple qui, peut-être un peu à l'image du Vietnam Nord, ne veut pas céder et dont la combativité semble inébranlable. Qu'Israël même, tout entier dressé dans la haine et le raidissement national à l'issue du massacre de Maalot soit obligé d'en tenir compte et contraint à négocier, il s'agit d'un élément important dans le jeu qui se joue. La Syrie tient le coup. Mais, faut-il le rappeler, aussi, elle a assez clairement rompu avec un

certain type de logique capitaliste. La lutte contre l'impérialisme, ce ne sont pas seulement des mots à prononcer, c'est aussi construire un développement économique et social qui donne le droit et la confiance à les prononcer.

● Dans ces conditions, le **CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN** se trouve à l'orée d'un choix véritablement historique. La récente déclaration commune à toutes les organisations palestiniennes, qui marque l'acceptation du principe de la création d'un Etat palesti-

nien sans renoncer à la résistance dans les territoires occupés, constitue un engagement ferme dans le sens que nous laissons prévoir il y a quelques semaines. Cela peut impliquer, pour les Palestiniens, de s'asseoir à Genève à la table des négociations. Mais ils n'y vont pas pour capituler et ce serait bien mal les connaître si l'on en inférait qu'ils ont renoncé à la lutte pour leur objectif final : une Palestine laïque et démocratique.

C'est pourquoi on discerne mal les mobiles qui ont pu pousser, en

l'Allemagne d'Helmut

de réformes de structures réelles. Or, avec la droite du SPD c'est surtout le partenaire FDP qui a freiné la plupart des réformes qui mettaient en cause les intérêts du patronat (formation professionnelle, lutte contre la spéculation urbaine, etc.).

fin des illusions

La réforme de l'avortement — libre et gratuit au cours des trois premiers mois de grossesse, pratiquement adoptée après de longues discussions, est une des seules réformes réalisées. Le projet de loi de cogestion dans les entreprises de plus de 2 000 salariés sera repris par Schmidt. Il se heurte au refus des syndicats car il ne propose qu'une pseudo-parité entre le travail et le capital.

L'accession au pouvoir de l'équipe Schmidt-Genscher, au-delà de la continuité de la coalition, accentue le coup de barre à droite. « **C'est la fin des illusions de gauche** » écrivait le quotidien fascisant « BILD » au lendemain de la déclaration gouvernementale du nouveau chancelier devant le parlement. De fait, Schmidt, homme « **imperméable aux idéologies** » incarne le « **calme, l'ordre et la sécurité** » — un homme d'action moins borné sans doute que la CDU, mais un homme qui fait l'éloge des instruments de répression et proclame l'exclusion définitive de la fonction publique des « **adversaires de l'ordre démocratique** ». Seules les réformes socia-

les engagées seront menées à terme comme la réforme fiscale qui allègera les impôts des petits et moyens revenus.

La fraction « moderniste » de la grande bourgeoisie allemande, qui s'organise dans un « **cartel de droite** », a besoin d'assurer les bases de son économie d'exportation. Elle souhaite donc une stabilisation du système économique et monétaire mondial et la fin des protectionnismes. La construction de l'Europe capitaliste sera donc encouragée, en collaboration avec le compère Valéry, et l'activité des multinationales pour le moins tolérée. Tout cela, Helmut Schmidt, alors ministre des finances, l'avait déjà fait comprendre à la conférence de l'énergie à Washington en présence de son autre ami, Henry Kissinger.

A l'intérieur du parti, Schmidt, grand pourfendeur de **Jusos** appuyé sur l'aile droite du SPD souhaite expulser les principaux représentants de l'extrême-gauche, ce qui promet une cohabitation difficile... quant à Willy Brandt, comme on l'avait vu au congrès de Hanovre il y a un an, il restera sans doute hostile à une mise au pas disciplinaire du parti. Brandt conservant la présidence du parti, un conflit avec Schmidt sur l'unité du SPD, n'est pas à exclure.

Dans ce contexte, le nouveau cabinet social-libéral n'aura plus guère de temps — deux ans jusqu'aux élections législatives — pour remonter le courant.

Jean-André MICHEL ■

les Indiens peuvent mourir heureux



Après les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine, l'Inde est devenue le dimanche 19 mai 1974, le sixième pays dans le monde à avoir expérimenté un explosif nucléaire. Il y a une vingtaine d'années, cela aurait été un événement capital ; aujourd'hui, ce n'est qu'un épisode inquiétant...

Pendant quelques années, on a pensé que dès l'instant où un pays disposait d'une arme nucléaire, il devenait, sur le plan militaire, l'égal des Grands : la puissance de destruction des armes nucléaires est telle, disait-on, qu'elle supprime les différences entre ceux qui ont des engins atomiques et ceux qui n'en ont pas. Mais il n'y a pas à distinguer entre les « grands » et les « petits » nucléaires : tous sont à mettre sur le même plan. C'est le raisonnement que certains tenaient encore au moment où on a discuté de la force de frappe, en France, en 1959 ou 1960 et si c'était vrai, l'Inde serait militairement une grande puissance mondiale.

En fait, on s'est aperçu assez vite qu'il ne suffisait pas d'avoir des explosifs, et que si on voulait vraiment dissuader un ennemi éventuel, il fallait disposer des

moyens d'expédier les bombes sur son territoire : à partir de là, ce sont les « vecteurs » qui ont fait la différence entre les puissances nucléaires.

Au début, il n'y avait que les avions pour porter les bombes ; et c'est pour cela qu'à partir de 1947, le principal souci des Etats-Unis a été d'implanter des bases de bombardiers aussi près que possible des frontières de l'URSS : c'est un des objectifs essentiels du **Traité de l'Atlantique Nord**, du **Traité sur l'Asie du Sud-Est**, de l'**ANZUS** (avec la Nouvelle Zélande et l'Australie) et des « **accords de défense** » signés avec le Japon.

l'escalade

Et puis, lorsqu'on s'est aperçu que les bases pouvaient être détruites préventivement, on a

la période actuelle, à une opération comme Maalot. Il va de soi que le gouvernement israélien porte une lourde responsabilité dans l'affaire et que sa duplicité et son jusqu'aboutisme peuvent paraître écœurants. Mais, à partir du moment où les fedayin savent pertinemment que telle sera toujours l'attitude israélienne, et qu'il n'y a aucun espoir de l'infléchir ; à partir du moment où ils savent aussi que cela conduira obligatoirement l'opinion israélienne à se durcir et à refuser le fait palestinien, alors qu'une avancée significative venait

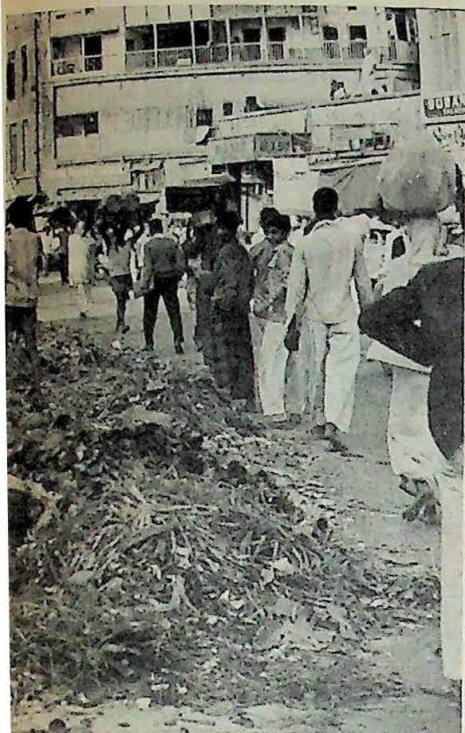
d'être acquise avec notamment l'interview d'Hawatmeh dans un journal israélien, le même Hawatmeh qui revendique Maalot ; dès lors que de tels faits ne sont pas de nature à renforcer la cause palestinienne dans l'opinion mondiale, non en eux-mêmes mais parce qu'ils se situent à un moment donné et dans des circonstances données ; dès lors enfin que si des attentats ou des coups de mains contre des objectifs militaires ou paramilitaires israéliens seront peut-être de mieux en mieux compris, si la situation reste bloquée dans les

territoires occupés, on ne peut en dire autant d'une prise d'otages.

Bien sûr, on sait quelle impression de solitude et de désespoir doit être celle de ce peuple dont le sort se joue en partie en dehors de lui. On comprend la rage qu'il y a à être oublié, à se sentir trompé, trahi, joué. On saisit l'impatience de la base palestinienne qui peut craindre que les tractations au sommet n'aboutissent à une défaite politique pour le mouvement. On sent la nécessité qu'il y a, pour les commandos, à retrouver l'action, et la résistance, dans

la phase diplomatique actuelle. On peut faire la part de la duplicité israélienne de cet acharnement suicidaire à refuser la Palestine.

Tout cela est vrai, et nous sommes conscients qu'il est difficile de juger des combattants qui ont le dos au mur, depuis si longtemps. Il me semble, pourtant, que cette opération n'était pas juste. Nous le disons avec tristesse et à notre manière, qui n'est pas celle de la presse pleurnicharde de l'Ouest, laquelle ignore superbement les enfants



décisif : l'adversaire peut facilement surveiller l'accès d'une base ; c'est beaucoup plus difficile quand il y en a douze ou quinze.

Et puis, il faut être informé de ce qui se passe sur le territoire adverse, et cela suppose tout un réseau de satellites. Il est bon aussi de pouvoir détruire les fusées adverses en cours de vol — c'est le rôle des missiles anti-missiles — et de disposer de fusées à têtes multiples pour neutraliser ces mêmes missiles anti-missiles...

En bref, seuls les Etats-Unis peuvent dissuader l'URSS et vice-versa. L'explosion d'un engin nucléaire en Inde ne lui donne en rien les moyens de parler d'égal à égal avec les deux Grands : sa situation, sur ce plan, est rigoureusement la même après cette « grande première » qu'avant.

Il reste cependant que l'Inde a toujours pensé à se doter d'armes nucléaires non pas pour éviter un conflit avec l'URSS ou les Etats-Unis, mais comme élément déterminant de sa rivalité avec le Pakistan. Mais là encore, l'explosion de dimanche ne change pas radicalement la situation antérieure : la guerre avec le Pakistan, elle s'est produite il y a deux ans, à une époque où l'Inde n'avait pas encore d'explosifs atomiques.

la politique de gribouille

Alors, si cela ne permet ni de s'insérer dans le dialogue, entre les deux grandes puissances, ni de changer fondamentalement le rapport des forces dans une région du globe, à quoi peut bien servir d'avoir une arme nucléaire ? A pouvoir intervenir en grande puissance dans les négociations internationales ? C'est aussi la justification que l'on donne en dernier ressort pour justifier la force de frappe française, quand tous les autres arguments sont tombés. Il paraît

que d'avoir la bombe confère un prestige tel que la diplomatie d'un pays s'en trouve complètement transformée. Rien n'est plus faux ; il y a actuellement, à côté des très grandes puissances, deux pays qui jouent un rôle primordial dans les affaires mondiales : ce sont l'Allemagne et le Japon ; ni l'un ni l'autre n'a de « force de frappe ».

C'est que les conflits aujourd'hui, ne se règlent pas tous sur le terrain militaire. La situation de tous les pays capitalistes a été récemment bouleversée par la hausse du prix du pétrole. Face à une situation de ce genre, à quoi sert une force nucléaire ? Face aux sociétés pétrolières et à leur pouvoir de décisions, les armées les plus modernes, les plus puissantes sont anachroniques, paralysées. A supposer même que l'enjeu du conflit ne soit pas entre les Etats d'un côté, et des firmes multinationales de l'autre, mais qu'il y ait bien, comme c'était le cas jadis, une opposition radicale entre deux Etats : c'est la situation que l'on a trouvée, il y a quelques semaines, entre les Etats-Unis et la France, entre Kissinger et Jobert à propos de la conférence de Washington sur l'énergie. L'enjeu était considérable (c'est le moyen de préserver les bases de la puissance de chaque pays), l'opposition était totale entre les intérêts des deux pays. Dans le passé, on s'est battu pour beaucoup moins que cela. Or cette fois, la seule idée que l'opposition ait pu se traduire par un conflit armé entre la France et les Etats-Unis est ridicule. Et pourtant, la force de frappe est destinée, à ce que dit le gouvernement, à assurer l'indépendance du pays face à n'importe quel Etat.

Alors, la question reste posée : quelle peut bien être l'utilité d'une armée nucléaire ? Certains disent que cela peut être un atout dans une négociation sur le désarmement et ce n'est pas faux, mais il ne faut pas espérer recevoir grand chose en échange. Et dans le cas de l'Inde, ce serait tout de même la politique de Gri-

bouille de fabriquer une arme nucléaire uniquement pour pouvoir négocier plus tard les conditions dans lesquelles on y renoncera.

La véritable explication est d'ordre intérieur : l'explosion d'un engin nucléaire n'est d'aucun intérêt militaire, mais elle donne du prestige à un gouvernement et cela permet de passer un cap difficile : toute l'opposition, en Inde, s'est extasiée sur la petite merveille qui venait de se produire et, pour quelque temps, la misère, la famine, les crises sont oubliées afin que tout le monde puisse chanter en chœur les louanges d'un gouvernement qui a su montrer qu'il est « moderne ». Il y aura encore des famines en Inde cette année ; mais les Indiens peuvent mourir heureux et fiers dans un pays qui sait fabriquer des explosifs nucléaires.

ce jour-là

Ce n'est pas tout. L'Inde vient d'ouvrir une boîte de Pandore terriblement inquiétante : depuis presque 30 ans maintenant, il n'y a pas eu de conflit mondial en partie parce que les deux Grands se neutralisent : ils disposent d'une puissance de destruction assez grande pour se dissuader réciproquement d'un conflit nucléaire qui serait un suicide général. L'équilibre entre eux est fragile, mais depuis 1962 ils savent jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. Et c'est une situation irréversible : plus jamais on ne pourra revenir complètement en arrière et il faudra vivre en sachant que l'absence de conflit majeur n'est garantie que par un équilibre nucléaire fragile entre deux grandes puissances. Or, plus il y aura de petits Etats disposant d'un arsenal nucléaire, plus il y a de risques qu'un jour l'un d'eux utilise une de ses armes non pour dissuader, mais pour détruire. Ce jour-là personne ne sait comment l'histoire se terminera.

Bernard JAUMONT ■

tués au Liban par les bombes israéliennes... On a l'indignation sélective, dans la presse bourgeoise.

● **LE PORTUGAL** poursuit son chemin difficile, dans une atmosphère plus tendue semble-t-il ces jours-ci, tant en raison de certaines concessions de la junte à l'égard du régime déchu (fuite de Caetano au Brésil), que des actions de plus en plus audacieuses menées par une extrême-gauche dont l'impatience, compréhensible, n'est peut-être pas fondée politiquement. La participation

des ministres socialistes et communistes à des postes essentiels (le leader socialiste Soares en particulier, traite les problèmes « coloniaux ») constitue en ce moment une garantie importante pour l'évolution vers un Portugal démocratique et progressiste.

La modération affichée par les deux grands partis de gauche au Portugal est motivée par la crainte d'une tentative « chilienne » à l'intérieur de l'armée : l'enjeu est trop lourd pour le négliger. Mais aussi par la certitude que l'armée se trouve, en ce moment

de son évolution, du côté du peuple, dans sa majorité ou du moins dans certains de ses éléments dominants et qu'une précipitation (avec quels moyens d'ailleurs ?) « révolutionnaire » pourrait provoquer un retour en arrière tragique pour ce peuple libéré qui vit sa fête anxieuse, après 40 ans de nuit.

Les révolutionnaires du **PAIGC**, du **Frelimo**, du **MPLA** (Guinée Bissau, Mozambique, Angola), s'ils ont accepté de rencontrer une délégation portugaise à Londres pour discuter du règlement

de la question coloniale, n'ont aucunement renoncé à leurs exigences : cette rencontre même témoigne du rapport de forces favorable qui est le leur et que l'autodétermination concrétiserait immédiatement. Après des années de luttes, de tortures, de massacres, d'espoirs et de doutes, les combattants de la liberté et du socialisme dans les colonies portugaises font surgir, cette semaine, un rayon de joie pure au cœur de tous ceux dont leur victoire justifie le combat. Nous en sommes.

Daniel LENEGRE ■

l'enfer des pompiers

de Jean-Jacques LUBRINA (Syros éditeur ⁽¹⁾)

Le premier inconvénient de la militarisation des sapeurs pompiers est de faire de ce Corps une administration militaire... un quelque chose de lourd, d'imbécile, d'inefficace. D'introduire au sein d'un organisme dont la rapidité d'exécution est la qualité essentielle, une rigueur inutile et préjudiciable.

Je voudrais que l'on me comprenne bien. Je ne cherche pas à faire le procès d'un certain type de discipline, disons de la discipline tout court. J'estime au contraire, pour ma part, qu'elle est inévitable et de plus nécessaire. La lutte contre les incendies, l'assistance aux blessés ou aux malades obligent à des interventions d'une extrême précision et exigent des hommes qui y prennent part une parfaite maîtrise d'eux-mêmes ainsi qu'un sens très élevé du travail en équipe. Tout cela fait que rien ne peut être laissé au hasard, qu'il faut agir dans le plus grand ordre, avec pour souci majeur, le respect des consignes. Tout cela suppose également une formation et pas n'importe laquelle.

Cela dit, je m'élève contre la rigueur militaire qui, jusqu'à présent, a régi l'institution. J'entends par rigueur militaire — qu'il ne faut pas confondre, je le répète, avec la discipline — l'application généralement sans nuances, d'un règlement (celui des forces armées) à des services, et par conséquent, à des tâches, pour lesquelles il n'était pas conçu. Car on ne me fera jamais croire qu'être pompier, c'est manier docilement le fusil, le MAS 36. On ne me fera jamais croire non plus que la présence au feu implique le port de l'argenterie, la fatuité des ordres et du discours criard, la consigne, la salle de police et la prison.

1

Oh oui... je me souviens maintenant, je me souviens de ces garçons jetés au pain sec et à l'eau pour des fautes généralement bénignes dans ces dépotoirs infâmes, dans ces cellules d'un autre âge qui enseignent, aujourd'hui encore, à travers ces symboles ridicules que sont les sabots, la dégradation et tous les simulacres obscènes du même genre, qui enseignent donc l'humiliation, la honte et plus encore la bêtise. Une bêtise d'autant plus bête qu'inadaptée et incohérent. Et là précisément, je sens la colère monter en moi... devant ces ruses et ces pièges, devant cette stupidité et cette cruauté blessante et mesquine qui singe la cruauté des Campagnes et des servitudes fastidieuses de la vie militaire.

Je perds mon temps... Il y a les satisfaits, les contents, les cocus. Je les entends ricaner doucement, heureux quand même, et toujours. Ils sont prêts à me prouver, documents en main, que l'armée (ah, l'armée !) est une école des caractères, qu'elle forme des hommes, qu'elle leur donne le goût des grands devoirs... Jusqu'à la mort, n'est-ce pas... Marche ou crève... C'est la devise... c'est toujours la devise. Mais je m'égare... Le corps des pompiers de Paris est donc une unité construite sur le modèle militaire, avec ses hommes, ses officiers, ses galons et ses dragons... Encore faut-il savoir comment fonctionne le système, ce qu'il recouvre et ce qu'il cache.

Il y a tout d'abord les « hommes », les « soldats du feu ». Mal payés, mal équipés, soumis en permanence à la mesquinerie des contrôles les plus divers, ils sont là pour obéir et seulement obéir. Ils marchent. Ils doivent marcher. C'est leur métier, mieux leur devoir. Devoir guerrier, où l'honneur se mêle à la tradition. La tradition... quelle est cette tradition ? Tout simplement que les



2

3

Hommes sont d'abord, et avant tout des héritiers, c'est-à-dire des garçons qui, de père en fils, se transmettent, le plus souvent par nécessité, un certain sens du devoir, le goût du travail bien fait et la conviction de l'inutilité de l'ailleurs. Pompiers de père en fils... c'est la règle, ou presque.

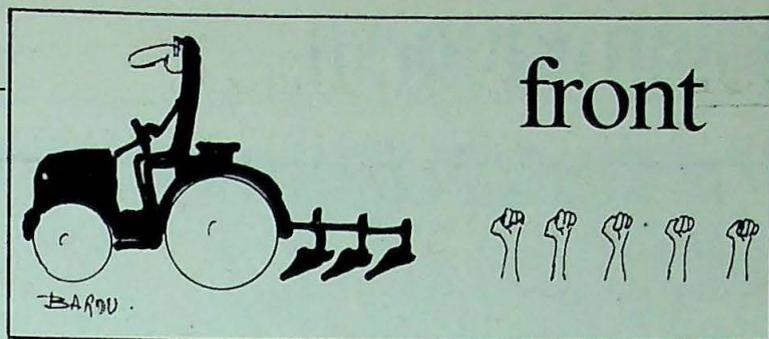
Des voitures à chevaux, du « départ attelé » aux fourgons pompes... une continuité. Continuité du service, continuité des hommes et des devoirs.

Mais de l'autre côté, coiffant le tout, installés dans l'arrogance et le savoir-faire : les officiers. Qui viennent de partout, c'est-à-dire de nulle part. Permissionnaires des grandes unités combattantes — c'est comique aujourd'hui — ils s'arrogent des prérogatives judiciaires. Ils commandent. Et ils ignorent. Ils installent dans leurs nouvelles fonctions d'autres traditions, celles de la morgue et de l'exercice débilisant. La vie du château, qui ne change jamais. L'ennui et la cravache. Ces jeunes gens fortunés, habitués au laisser-aller de la vie de garnison, au charme discret des ordonnances, donnent des ordres brefs, autorisent, sanctionnent et finissent par se tolérer et même s'apprécier, à l'ombre des responsabilités profitables.

Ils vont et viennent dans les cours des casernes, du même pas rigide. Ils surveillent les moindres opérations, passent des revues de détail, empêchent le monde de tourner rond et se figurent jouer un rôle d'envergure sous prétexte que quelques jeunes gens timorés les saluent et les craignent. Ce sont des hommes de carrière, tout imbus de privilèges usurpés. ■

(1) en souscription : 13 F

TOUT LE MONDE PROFITE DU CREDIT AGRICOLE...



Encore un cas de liquidation de paysans par le Crédit Agricole : dans le Finistère, une famille de petits paysans exploite 9 hectares avec huit vaches, trois truies et une vieille jument... La jument demande à être remplacée donc, mécanisation oblige, il faut trouver de l'argent. Le Crédit Agricole est là, avec sa gamme de prêts pour permettre d'acheter à la coopérative de Landerneau un tracteur accompagné d'un petit outillage...

Mais vite, les annuités arrivent et le travail étant bien mal rémunéré, nos petits paysans voient leur matériel mis aux enchères

publiques par la coopérative.. Puis on continue par la maison (bonne affaire pour le notaire du coin).

De ce fait, ils se trouvent privés d'outils et de bâtiments, comment continuer dans ces conditions à exercer son métier ? C'est donc bien l'équivalent d'un licenciement organisé.

Mais ce n'est (malheureusement) qu'un exemple de plus parmi d'autres. Face à cela, l'objectif des paysans peut être de parvenir progressivement à la mise sous contrôle populaire total des modalités d'attribution

des prêts et de leur répartition. Mais dès maintenant, il faut :

1 - imposer la **publicité totale de l'enveloppe financière existante, de l'attribution des prêts et des modalités de remboursement** ;

2 - développer le principe des **cautions collectives**.

Les objectifs seraient grosso modo réalisables au niveau des caisses locales avec les règlements actuels mais incompatibles avec le contexte politique et le système en place qui limitent explicitement ou implicitement toute information et tout contrôle.

Les militants progressistes doivent mesurer l'impact stratégique de leur présence dans de telles structures qui ne sont pas à négliger par le rôle qu'elles pourraient jouer dans une période de transition ou socialisme

(l'échéance peut en être proche, on s'en est aperçu) :

— pour défendre les intérêts des travailleurs, ne serait-ce qu'en dénonçant les décisions qui y sont prises ;

— pour ne pas se couper des paysans qui n'ont pas encore saisi l'importance du combat de classes ;

— pour être présent aux lieux de décision, plutôt que d'y laisser seuls des notables (vieux ou nouveau styles) afin de disposer des informations nécessaires aux actions collectives.

Cela nécessite l'insertion des militants présents dans ces structures, parmi un groupe qui utilise cette information pour combattre la politique actuelle d'élimination des petits agriculteurs par le Crédit Agricole.

Hector COIRON ■

● Les employées de maison se rebiffent

« Nous savons que les patronnes nous exploitent au maximum » disent dans un tract en français et en espagnol des animatrices de la permanence d'employées de maison CFDT d'un quartier de Paris : journées de travail excessivement longues ; logement très souvent lié au travail ; feuilles de paye mal rédigées ; défauts de cotisation à la Sécurité sociale (en particulier

pour les employées étrangères) ; non-respect de la législation pour les heures supplémentaires et les vacances, etc. Leur objectif : rompre l'isolement traditionnel des employées de maison, les informer de leurs droits, créer les conditions d'une lutte unitaire, quelle que soient les nationalités. Pour le 6ème arrondissement-Paris, rendez-vous les samedis de 16 à 19 h. 16 rue Visconti.

SUR LES RAYONS DE LA LIBRAIRIE TS

● **REVUES** : — **Champ Social**, mensuel des travailleurs sociaux, vient de sortir son n° 8 avec, entre autres, des articles sur l'hôpital St Louis ; sur les mystères - dévoilés d'un IMP du Maine-et-Loire, La Bodinière ; sur le conflit entre des éducateurs et la municipalité de Poissy ; et une enquête sur l'étonnante autant que lucrative pratique des « sociétés de gestion de dettes » - 32 pages, 4 F.

— **Italie Nouvelle**, bi-mestriel du Centre d'information sur l'Italie. Au sommaire du n° 2/3 : lutte politique des masses contre le régime démocrate chrétien ; le FARP ; les ouvriers de la Fiat ; les luttes paysannes ; femmes italiennes : « nous voulons vivre et non plus végéter » ; cinéma révolutionnaire - 29 pages, 4 F.

● **Plaquette** : Grève de Pechiney-Noguères - témoignage d'un militant, Yves Dreau : 5 F.

stages d'été

Plus que jamais, il est indispensable de renforcer la cohésion du parti. Un important effort est fait cet été avec trois stages politiques et un stage « sérigraphie ». Nous rappelons ici les lieux et dates :

— **Stages politiques** :

- St-Brieuc - 21 au 28 juillet
- Les Guions - (Hautes-Alpes) : 25 au 31 août
- Château de Mons - (Gers) : 26 au 31 août.

— **Stage « sérigraphie »** : Les Guions - (Hautes-Alpes) : 18 au 24 août.

Adressez-vous à votre fédération qui dispose d'une plaquette avec tous les renseignements nécessaires et les fiches d'inscription. Inscrivez-vous rapidement.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE : joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Les classiques du MARXISME-LENINISME aux prix les plus bas.

Vous les trouvez à la
Librairie LE PHENIX
72 Bld de Sébastopol
PARIS 3ème

(Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao-Tsé-Toung).

Guy Nania Docteur ès Sciences Politiques LE P.S.U. AVANT ROGARD

Présentation de
Jean Popere

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux
EDITIONS ROBLLOT
8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS
C.C.P. La Source 31-888-50

BON à RETOURNER A
LIBAIR - 17 rue de Turbigo
75002 Paris, Tél - 231.97.94
Corr. A 669 508.06.60

NOM
Prénom
Rue
Ville

Je désire recevoir
votre documentation

pâques 74

ALBANIE
Séjour touristique
à DURRES
sur la côte Adriatique.....1350F
(excursions et visites)

YOUGOSLAVIE
1 semaine à l'hôtel
à l'île de KRK 630F
(par avion)

EQUITATION
Haute - Provence..... 440F

MAISON FAMILIALE
dans les Vosges
prix journée entre..... 23 et 31F
selon le quotient familial

VACANCES VOYAGES LOISIRS

LIBAIR

● **petite annonce** :

● Loue plein centre Marseille bureau 2ème étage, gaz, électricité et téléphone prix 150 F par mois — également 2 pièces mêmes prix même étage s'adresser Ferdinand LENFANT 42 rue Pt St-Jean MARSEILLE.

polémique

un peu de tenue, s.v.p. !

Michel Rocard a consacré une colonne entière de sa chronique dans le dernier **TS** à une attaque précise contre la Fédération de la région parisienne. Il faut croire que ce n'est pas si facile à faire, car les arguments employés volent bas.

Selon le camarade Rocard, c'est un membre du Bureau de la Fédération qui aurait crié le fameux « à la soupe ! » au meeting de la Mutualité. Il le désigne de façon précise, et il ne reste plus aux lecteurs de **TS** qu'à découvrir le coupable : Jean Verger. Hélas, le camarade Verger, qui d'ailleurs n'est plus membre du Bureau Fédéral, n'était pas au meeting ce soir-là. Alors ? L'auteur du cri n'était même pas membre du P.S.U. Peu importe. Ce qui est écrit est écrit, il en restera toujours quelque chose.

Mais il y a mieux. Cet article insinue que, sans doute parce que nous en étions « à souhaiter la victoire de Giscard », nous portons responsabilité de la « défaite politique de la gauche à Paris », qui « fait la différence nationale ». Dans quel ordinateur détraqué Michel Rocard est-il allé chercher cette révélation ?

Qu'il s'agisse de Paris ville ou de la région parisienne, la gauche a au moins égalé, souvent dépassé au second tour ses meilleurs scores de toute l'histoire de la Ve République. Et pour Paris ville, c'est une performance lorsque l'on songe que la modification de la composition sociale de la population parisienne aurait dû jouer en sens inverse.

Bien sûr, ça n'a pas suffi... comme au niveau national. Mais aller en trouver l'explication dans le fait que nous n'aurions pas fait campagne ou seulement du bout des lèvres, c'est aller un peu fort ! Encore plus d'affirmer que nous n'aurions pas posé le problème de la mobilisation. Au contraire, nous n'avons pas cessé de regretter que le PSU ne fasse pas plus en ce sens, et d'essayer de compenser dans toute la mesure du possible ce qui nous paraissait insuffisant. Mais peu importe. Michel Rocard ne s'adressait sans doute pas aux militants de la région parisienne qui, eux, savent ce que nous avons fait, mais aux autres, qui pourront toujours penser que nous avons trahi.

Polémiquer, c'est une chose ; falsifier, c'en est une autre. Cela nous rappelle des procédés que nous avons bien connus lorsque nous combattons les destructeurs ultragauche du PSU. Cette expérience nous conduit à souhaiter très vivement que l'on arrête immédiatement des procédés qui ne peuvent conduire qu'à la dégradation de la discussion dans le Parti.

LE BUREAU DE LA FEDERATION DE LA
REGION PARISIENNE ■

VIENT DE PARAITRE



Editions SYROS

40 pages — 3 francs

9, rue Borromée — 75015 PARIS

... comme vous dites, camarades !

Bigre ! Pas contents, les camarades parisiens. Et pourtant mon propos n'était pas de faire de la peine à qui que ce soit. Comme la chronique incriminée n'est vieille que d'une semaine, les lecteurs de **TS** jugeront. A quoi se résume ce contentieux, à propos duquel le titre choisi par les camarades du Bureau fédéral de Paris peut leur être retourné ? Il y a en effet un ton inadmissible dans le règlement de ces désaccords qui ne sont finalement que de détail.

1 - J'ai écrit : « les camarades, même au sein du PSU, qui se sont sentis indifférents à cette campagne, ne s'y sont pas reconus et finalement ne l'ont pas faite ou ne l'ont faite qu'avec des mots d'ordre qui posaient le problème d'après la victoire sans poser celui de la mobilisation, portent eux aussi une responsabilité à laquelle il convient qu'ils songent ». Je maintiens purement et simplement cette phrase. C'est une affaire de débat politique. La ligne du BF de la Région parisienne relevait du deuxième « ou » (mots d'ordre pour après, plutôt que pendant). Les pièces du dossier sont des affiches. Elles sont encore sur les murs, chacun peut juger librement.

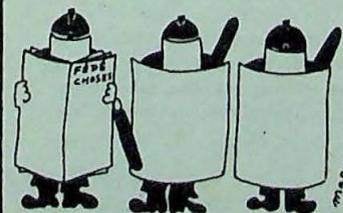
2 - J'ai aussi écrit, et c'était la phrase suivante : « L'importance de la défaite politique de la gauche à Paris fait la différence nationale et cela donne à penser... ». Je reconnais volontiers que la phrase est rapide et même inexacte en valeur absolue, et que surtout, succédant à la précédente, elle peut laisser supposer un procès tout particulier qui n'était pas ce que j'avais dans la tête. Mais il reste ceci : Giscard a fait à Paris 56,89 %, la marge nationale étant à moins de 51 %, ce qui est une défaite pour la gauche. Ce que je n'ai pas précisé, mais que j'ajoute volontiers, c'est que le pourcentage de la gauche à Paris est légèrement meilleur que dans les consultations précédentes ; la défaite n'est donc que relative. Elle est tout de même là. L'importance de l'enjeu proprement parisien méritait une campagne très mobilisatrice et sans distance par rapport au candidat. Celle qui a été faite est un peu différente. C'est la matière d'un débat politique plutôt que d'une vaine polémique.

3 - Reste le cri de « A la soupe ». De la tribune où j'étais, à ce moment, j'ai pu localiser l'endroit de la salle d'où il est venu. Lorsqu'après mon intervention un camarade du SO est venu me dire « c'est Verger qui a crié », j'avoue n'en pas avoir été surpris, car je me souvenais de ses interventions à la DPN. Vérification faite, il n'était pas là : dont acte et mes excuses. On ne connaîtra donc pas l'auteur. Il reste qu'un débat a été ouvert par ce cri, et qu'il me fallait de toutes façons le reprendre.

4 - Je maintiens que l'interprétation la plus plausible de ce genre de manifestation est « en voilà un qui préfère la victoire de Giscard ». Mais se saisir de cette phrase comme le fait le BF de la Région parisienne pour la rattacher à la discussion du contenu de la campagne faite quatre paragraphes plus haut est proprement scandaleux. Un peu de tenue, camarades. Les lecteurs de **TS** ont en tous cas tout le dossier en mains et jugeront, pour passer ensuite, je le leur souhaite, à des préoccupations plus importantes.

Michel ROCARD ■

« APRES LES PRESIDENTIELLES ... »
Avant les assises nationales pour
l'autogestion socialiste



fédéchoses

revue fédéraliste trimestrielle

envoi d'un numéro sur simple demande
Jeunesse Européenne Fédéraliste
26, rue Sala - 69002 LYON -

ciné matraque à Cannes pour « Histoire d'A »



Cannes : le festival de la cogne

Pendant que se déroulait, sans passion, le très officiel Festival international, avait lieu à Cannes même une semaine du cinéma politique animée par le PSU. Entre autres films programmés, deux étaient consacrés aux problèmes des femmes, deux films qui ont eu des malheurs avec les ciseaux d'Anastasia, actionnés par Druon et Royer : « Liberté au féminin » et « Histoire d'A ».

Le 23 mai, en début de soirée, un zélé commissaire de police, muni d'un ordre venu de la capitale, interdisait la projection. Riposte des organisateurs et du public — nombreux dans la salle — qui se considère comme majeur et responsable. Gardes mobiles et CRS cernèrent alors la salle du cinéma « Le Lido ». Vingt heu-

res : tout ce joli monde, matraque au poing, pénétrait dans la salle, augurant bien de la façon novatrice dont Giscard d'Estaing entend défendre les libertés. Les spectateurs refusant de quitter leur fauteuil, les CRS ont matraqué au hasard, blessant femmes et personnes de tous âges (notamment notre camarade, secrétaire de la fédération PSU des Alpes-Maritimes).

Les spectateurs se rendirent alors au Palais du Festival afin de protester auprès des cinéastes et artistes présents, contre l'atteinte à la liberté d'expression, scandant « Liberté d'expression - A bas la censure », « Histoire d'A doit passer, Histoire d'A passera » - « Liberté pour les femmes » - « A peine élu, il nous fait taper dessus »...

Les CRS étaient là, mais — mondanités et robes du soir obligent — sur la Croisette, on ne matraqua pas ! De nombreuses personnalités se joignirent aux manifestants (Michel Piccoli, Charles Belmont et Marielle Isartel, réalisateurs d'« Histoire d'A », Me Georges Kiejman, avocat des réalisateurs de films), venant grossir le nombre de participants, estimé à 1 500. Au « Lido », les flics avaient joué aux électriciens-bricoleurs en enlevant les fusibles, contraignant le directeur à fermer la salle. Les spectateurs n'ont pas capitulé pour autant et le 24 mai, à l'émission « Midi trente », ils ont scandé, en toile de fond « Liberté d'expression, Histoire d'A passera ». Effectivement, ce film est passé, la municipalité de Cannes s'étant déci-

dée à intervenir auprès du ministère de l'intérieur. Le PSU, dans une salle archi-comble, projetait alors le film.

A noter que durant la campagne électorale, à Nice, « Histoire d'A » est passé trois fois, sans incident. Il est vrai que pendant cette période, où Giscard plaidait par de belles paroles en faveur de la liberté d'expression, on ne souhaitait pas d'incident. Mais, après la victoire de la droite, attention ! Examinons bien dans la lentille grossissante de nos mirettes, comment seront « protégées » nos libertés ! Et même si, officiellement, on en a fini avec les écoutes téléphoniques...

F.C. ■



Guy Foissy (à gauche) avec ses comédiens

DEMAIN LA FÊTE !

avec Guy Foissy

Fête du PSU - Terrasses
de Meudon
Samedi 15 et dimanche
16 juin
Entrée : bon de soutien
2 jours : 15 F
10 F par jour.

La fête, c'est un moment privilégié de rencontres avec des formes d'expression que le public connaît mal. C'est ainsi que s'exprime Guy Foissy, l'auteur de « Demain la fête » et « Monsieur Gnaka » — cette dernière pièce sera représentée à la fête du PSU, à Meudon, les 15 et 16 juin.

Avec Guy Foissy, au travers de la notion même de fête, nous avons abordé les problèmes du théâtre aujourd'hui, des relations avec les artistes et les travailleurs, de la possibilité d'ouvrir de nouvelles voies à la culture populaire.

L'horizon culturel aurait pu s'éclaircir, si le candidat de la gauche, ... Hélas, « puisque l'on se retrouve encore une fois dans l'opposition, dit Guy Foissy, mettre en question la politique culturelle du pouvoir et se contenter de vœux pieux, signifie perdre son temps. Mieux vaudrait dès maintenant

penser à bâtir réellement une autre politique culturelle pour être prêts le jour de la victoire de la gauche ».

Les syndicats et partis de gauche n'ont pas su collaborer pleinement avec les comédiens. Manque de structures, intérêt mal compris de la part des comédiens pour cette collaboration, chaque partie est un peu responsable, et c'est à cela que Guy Foissy veut s'atteler aujourd'hui, pour que les organisations offrent, non pas seulement du fric, mais des « tribunes d'expression » aux artistes. « Le théâtre se situe dans un rapport de classe. Le théâtre de boulevard est politique ; tout comme la presse du cœur, la publicité, il cherche à donner une certaine image de notre société ».

Alors, il faut réagir par un théâtre politique qui, poursuit Guy Foissy, « doit être gai ; il ne s'agit pas de faire un cours. On peut

dire plus de choses en s'adressant au public d'une façon comique, où la leçon politique est dite avec beaucoup de verve (comme par exemple, dans « J'ai confiance en la justice de mon pays », d'Alain Scoff). Ce théâtre doit être simple, très clair, mais très quotidien, très direct... Quand on s'emmerde, même à un meeting, le message passe moins ; on écoute, on sera d'accord, mais cela convaincra moins... Je crois, par exemple, qu'il y a une certaine hypocrisie à vouloir parler de la lutte des classes à travers Mari-vaux ».

Guy Foissy a collaboré à une pièce sur le racisme « L'Homme de toutes les couleurs » écrite à partir d'interviews, de témoignages, d'articles de presse. « Ce genre de spectacle doit être présenté lors de réunions ou manifestations sur le racisme ; il doit devenir partie prenante de la lutte, un de ses aspects, et peut préparer à des actions » (à Bobigny, cette pièce

est jouée depuis un mois dans des usines et des écoles).

Et cette fête du PSU, qu'en attend Guy Foissy ? « La fête, dit-il, va permettre à un certain nombre d'artistes d'être en contact avec un public réceptif et qui ne les connaît peut-être pas bien. Ce n'est pas de leur faute, mais celle de l'information, de la presse, qui n'en parlent pas... La fête, c'est une occasion de rencontre. Il faut qu'il y ait une suite. A la fête, on peut amorcer quelque chose qui se poursuivra... La fête, c'est un moment privilégié de rencontre politique et il sera tout à fait passionnant de voir, par exemple, les travailleurs bretons de St-Nazaire jouer leur pièce « Presqu'île à vendre »... »

« Demain la fête »... Et après... ? A tous ceux qui viendront, public et artistes, les 15 et 16 juin à Meudon, d'en décider collectivement...

Françoise CLAIRE ■

Demain la fête !

15-16

JUIN

Wendon
sur les terrasses

● THEATRE : Les travailleurs bretons de St-Nazaire (« Presqu'île à vendre ») - Edouard Pignon et le Théâtre de Nanterre (« Le petit train de Monsieur Kamodé » d'André Bénédetto) - Monsieur Gnaka, de Guy Foissy.

● CHANSON : Gilles Servat - Kirjuhel - Ar Breskenerien - Tamara - Chuquicamata - Paco Ibanez - Carlos Andreu - Utge Royo - Fernando Marquez - José Maria Branco - François Béranger - Graeme Allwright - Francesca Solleville - Pia Colombo - Francis Lemarque - Jean Sommer - Una Ramos - Steve Warring - Roger Masson - Jacques Bertin.

● MUSIQUE : Ambrose Jackson - Nemo - Zoo - Lard Free - Van Mal - Ligea - Alan Silva.

● ENTREE : bon de soutien pour les deux jours : 15 F - 10 F par jour.
— Billets en vente à TS 9 rue Borromée, Paris 15e et auprès des militants du PSU.